

Outre-Mer

vol 2 | by EWAG | France 3 Océans

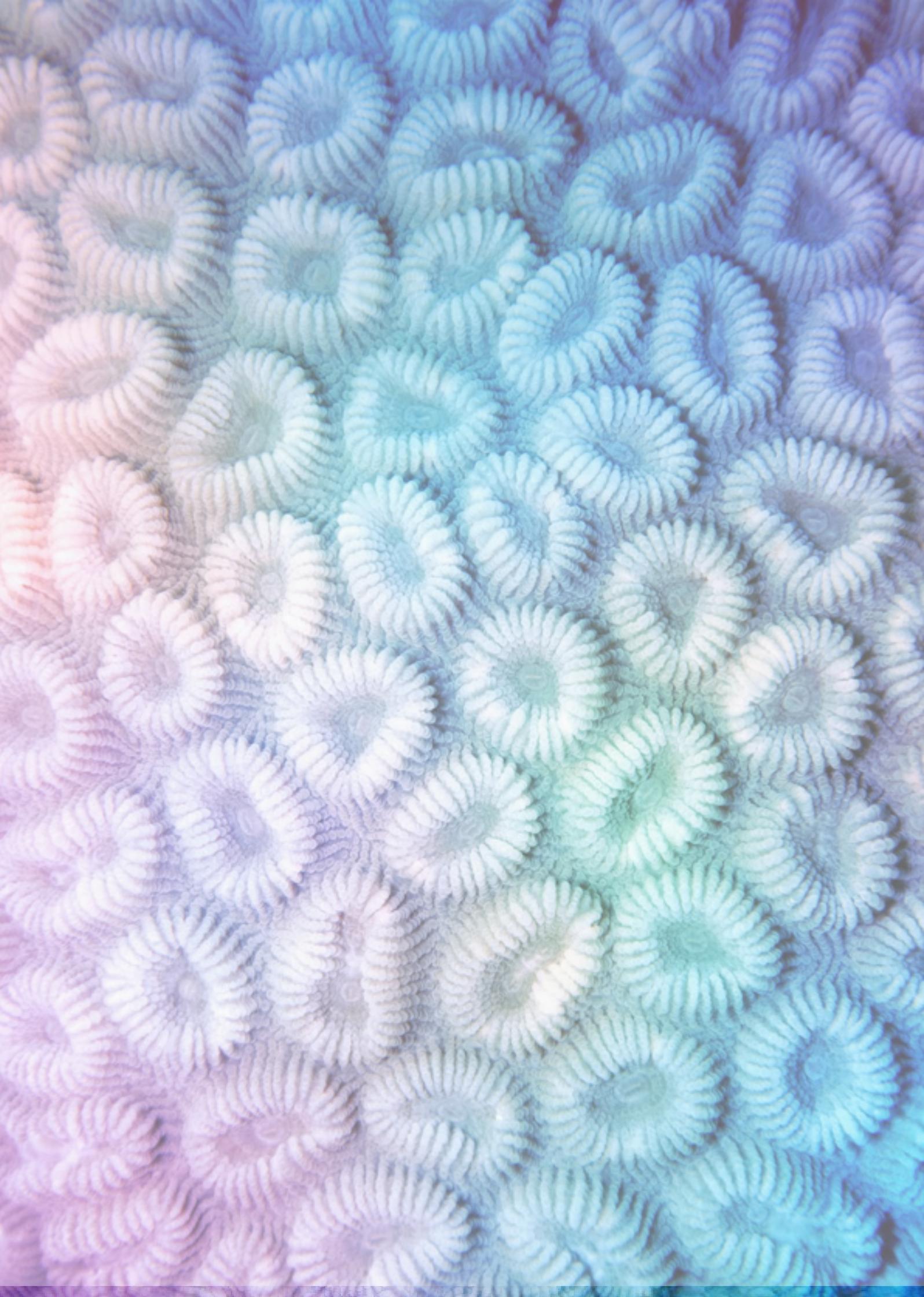


AU CŒUR
DES TERRITOIRES,
AU LARGE DES
POSSIBLES



MINISTÈRE
DES OUTRE-MER

*Liberté
Égalité
Fraternité*



ÉDITO

La France accueille cette année la Conférence des Nations unies sur l'Océan (UNOC3) à Nice. C'est un moment de vérité. L'océan est aujourd'hui un enjeu stratégique : pour la sécurité climatique, pour la souveraineté alimentaire, pour nos équilibres économiques et géopolitiques. Ignorer ces enjeux, c'est prendre un risque pour notre avenir.

Dans cette bataille mondiale, la France est attendue. Pourquoi ? Parce que, grâce à ses Outre-mer, elle est présente dans tous les océans du globe. Parce que ses territoires ultramarins abritent une part considérable de la biodiversité marine mondiale. Et parce que ces territoires vivent déjà, concrètement, ce que d'autres redoutent : les effets de l'érosion côtière, de la montée des eaux, des échouements de sargasses ou de la pression sur les ressources halieutiques.

Ils sont aux avant-postes. Mais loin de subir, ils montrent la voie. C'est dans leurs zones économiques exclusives, dans leurs lagons, dans leurs réserves naturelles que se déploient les solutions concrètes. Ils n'opposent pas réalités économiques et écologiques. Ils savent qu'il n'y aura pas de réussite sans les pêcheurs, pas de protection crédible sans les scientifiques, pas d'avenir sans écoute de la jeunesse. Ils nous prouvent qu'il n'y aura pas de transition efficace sans les territoires. Ce qu'ils mettent en place localement, en cohérence avec leurs espaces géographiques respectifs, doit inspirer les politiques internationales. Ils sont à l'UNOC3 pour peser.

Ce que les pays réunis à Nice construisent est une politique océanique intégrée. Une politique qui respecte les équilibres, écoute les territoires, et assume notre responsabilité.

À travers ce numéro d'EWAG, c'est une invitation qui vous est faite : celle de découvrir ou redécouvrir une France océane, diverse, fière et surtout, résolument tournée vers l'avenir !

Manuel VALLS

Ministre des Outre-mer.



2025, ANNÉE DE L'OCÉAN : L'OUTRE-MER EN PREMIÈRE LIGNE



La Direction générale des Outre-mer joue un rôle essentiel dans l'élaboration des politiques maritimes nationales, européennes et internationales. Chaque jour, elle travaille d'arrache-pied pour **faire entendre la voix des Outre-mer**, adapter les politiques publiques aux réalités locales et (surtout !) accompagner les acteurs de terrain dans leur mise en œuvre.

Mieux connaître la mer et les Outre-mer

L'année 2025, proclamée Année de l'Océan et de la Mer, a pour ambition de « **maritimiser les esprits** ». Très concrètement, l'idée est de mieux faire connaître la mer, la faire aimer et inciter à agir pour sa préservation. Mieux connaître la mer, c'est aussi mieux comprendre les territoires ultramarins, qui représentent 97 % de l'espace maritime français.

Cette année symbolique place l'Outre-mer au cœur des discussions maritimes. Pour renforcer nos ambitions, à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur l'Océan en juin, **la France inaugure le pavillon France 3 Océans**, vitrine de ses trois bassins océaniques et de la diversité de ses territoires. Cet espace d'échanges et de rencontres interministérielles met en lumière les enjeux stratégiques des Outre-mer et les défis planétaires qu'ils affrontent. L'occasion de rappeler que la France est, en réalité, présente dans cinq océans grâce à ses territoires ultramarins. Sans oublier que les territoires Outre-mer ouvrent les portes du monde à la France et à l'Union européenne.

Horizon 2030

Fort de ce potentiel, le pays a défini une feuille de route pour l'économie bleue ultramarine à **horizon 2030** – première stratégie nationale maritime dédiée aux spécificités des territoires, **sous l'angle de la durabilité économique**. Présenté aux Assises de l'économie de la mer à Bordeaux (novembre 2024) et valorisé lors de l'UNOC3 à Nice (juin 2025), ce projet ambitieux affirme l'engagement de l'État pour **une action publique cohérente**, continue et adaptée. Tout au long de l'année, la DGOM mobilise ses équipes pour valoriser les potentiels marins de chaque territoire. **Le Relais des Outre-mer** met chaque mois en lumière un territoire à travers ses femmes et ses hommes, son patrimoine, ses espaces maritimes, son engagement en matière d'éducation, de sensibilisation et de préservation.

La Direction générale des Outre-mer se réjouit de l'attention portée par le magazine EWAG à ces enjeux et souhaite à ses lecteurs un beau voyage à travers la richesse et la diversité ultramarines.



Olivier JACOB

Directeur général des Outre-mer.

SOMMAIRE

6 CARTE ILLUSTRÉE DES OUTRE-MER :
LA FRANCE DES 5 OCÉANS

8 MER ET OUTRE-MER : UN LIEN FORT

10 ET SI L'ÉCONOMIE BLEUE DURABLE
ÉTAIT L'AVENIR DES OUTRE-MER ?

11 ZOOM SUR LE RELAIS
DES OUTRE-MER

12 LES CLUSTERS MARITIMES
D'OUTRE-MER, LEVIERS DE
L'ÉCONOMIE BLEUE FRANÇAISE

13 SAVOIR FAIRE

14 Portraits croisés

18 Compétences bleues : ces écoles
qui forment les talents maritimes
d'Outre-mer

20 Un chantier naval au service
de la souveraineté maritime

23 BIODIVERSITÉ

24 Zoom sur la faune
de Saint-Pierre-et-Miquelon

26 Les Parcs naturels marins,
en première ligne pour protéger la mer

28 Les petits gardiens des océans

30 Les fonds marins de Guadeloupe à la loupe

32 Protéger oui, restaurer aussi

34 Sargasses : fléau ou filière d'avenir ?

35 RÉSILIENCE

36 Changement climatique :
et si les solutions étaient dans la nature ?

38 Rahui Nui : des pratiques ancestrales
au service de la pêche

40 L'office de l'eau Martinique, engagé pour
la préservation des milieux aquatiques à
l'échelle internationale

42 Saint-Martin, territoire en alerte :
récifs en péril, sargasses en dérive,
la biodiversité menacée !

43 INNOVER

44 Spiruline : une aquaculture douce
pour protéger les océans ?

46 Les Outre-mer en première ligne
pour une pêche durable

48 La surpêche du lambi fragilise
l'équilibre marin

49 TAAF : un modèle de pêche durable

50 Nos océans sous surveillance

53 PATRIMOINE

54 Quand les traditions locales deviennent
patrimoine de l'humanité

56 Grandes transatlantiques :
les ultramarins prêts à conquérir l'océan

58 Un projet régional pour sauver les cétacés

59 SOUVERAINETÉ

60 Florian Manet, le gendarme qui parle
la langue des gens de mer

62 Allier performance portuaire et durabilité

64 La sécurité en mer, un enjeu crucial

66 Isolée, inhabitée... mais stratégique

EWAG

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Laurent Nesty

COORDINATION

Axelle Dorville

Fabiola Dor

DIRECTION ARTISTIQUE

Joël Douaho

RÉDACTION

Laurie-Anne Antoine

Caroline Bablin

Sophia Désirée

Fabiola Dor

Axelle Dorville

Noémie Duterte

Jenny Hunter

Daphné Lemercier

Anne de Tarragon

STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT

Aurélie Bancet

Luciano Sainte-Rose

IMPRESSION

Magazine imprimé en Union Européenne

La reproduction, même partielle,
des articles, photos et
illustrations publiés est interdite.



LA FRANCE DES 5 OCÉANS

OCEAN
PACIFIQUE NORD

Wallis-et-Futuna

Polynésie française

La Passion-Clipperton

Nouvelle-Calédonie

OCEAN
PACIFIQUE SUD

Saint-Pierre-et-Miquelon

Saint-Barthélemy

Guadeloupe

Saint-Martin

Martinique

Guyane française

OCEAN
ATLANTIQUE
SUD



OCEAN
ATLANTIQUE
NORD

OCEAN
INDIEN

Mayotte

La Réunion

les îles Europa

Îles Éparses

Tromelin

Terre Adélie

Bassas da India

Juan de Nova

Les îles Glorieuses



MER ET « OUTRE-MER » : UN LIEN FORT

ADMINISTRATION DE MISSION, LA DIRECTION GÉNÉRALE DES OUTRE-MER (DGOM) A POUR OBJECTIF DE PROPOSER UN ACCOMPAGNEMENT DES AUTRES DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS DANS LA CONSOLIDATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ADAPTÉES AUX DÉFIS DE CHAQUE TERRITOIRE ULTRAMARIN.

Piloter la stratégie maritime dans les Outre-mer

Afin de piloter sa stratégie maritime, dont la dimension régionale, européenne et internationale est essentielle pour le développement des territoires d'outre-mer, la DGOM dispose de deux bureaux clés.

Le bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes (BPARM) d'une part, qui suit spécifiquement les politiques maritimes, portuaires, de la pêche et de l'économie bleue, et qui a pour mission d'assurer l'adaptation aux territoires ultramarins de l'ensemble des politiques maritimes.

Le bureau des affaires européennes et internationales (BAEI) d'autre part, chargé de veiller systématiquement à l'inclusion du réflexe « outre-mer » dans tous les sujets européens. Les questions d'ordre juridique sont par ailleurs traitées à la sous-direction des affaires juridiques, par exemple sur le droit des « gens de mer. »

Relever les défis propres aux Outre-mer

Cette « étendue d'eau salée », que représente la surface maritime française, accorde des droits mais impose également des obligations, des devoirs et des défis de

taille à relever, notamment en termes de souveraineté alimentaire et de changement climatique.

Pour répondre à ces enjeux dans les territoires ultramarins, la direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA), autre acteur de la politique maritime, s'attache à mieux concilier les usages sur un espace maritime de plus en plus convoité, réaffirmant la place de la mer au sein des politiques publiques, tout en veillant à une meilleure protection des ressources.

Les directions maritimes présentes en outre-mer assurent la déclinaison de ces politiques sur les territoires. Les missions des affaires maritimes couvrent ainsi un large spectre de dossiers : la pêche maritime et l'aquaculture durables, le droit relatif aux gens de mer, la planification maritime, le sauvetage, les contrôles en mer, le nautisme et la plaisance, ou encore la formation maritime.

LE PAVILLON FRANCE 3 OCÉANS À L'UNOC3

Porteur du Pavillon One France/Tree Oceans, le ministère des Outre-mer a souhaité assurer une juste représentation des Outre-mer à l'échelle de ce qu'ils contribuent au domaine maritime français. Conçu comme une agora vivante par la DGOM, le pavillon France 3 Océans réunit dans 4 espaces distincts les 12 territoires d'outre-mer et les acteurs maritimes nationaux. Il rassemble les voix et les visions d'une France maritime déployée dans trois bassins océaniques et se positionne comme le point de ralliement des Outre-mer français – territoires sentinelles, vigies du climat, laboratoires du vivant et de l'innovation bleue. La France des 3 Océans n'habite pas la mer. Elle y vit. Elle y pense. Elle y invente.



Équipe du pôle bleu à la DGOM (Sous directions des politiques internationales, sociales et agricoles) : Pauline KOCZOROWSKI – Elodie SEZNEC – Helena FUSO.

LE BUREAU DES POLITIQUES AGRICOLES RURALES ET MARITIMES

Le bureau veille à porter la voix des territoires d'outre-mer au sein des organisations régionales de gestion des pêches. Ces instances permettent notamment de mettre en avant les expertises locales, d'assurer la défense des intérêts des territoires mais également de garantir la souveraineté maritime sur la scène internationale.

Grâce aux négociations menées par les autorités françaises (État central, collectivités) avec la Commission européenne, le renouvellement de la flotte de pêche est en cours sur certains territoires ultramarins. Ces négociations se sont notamment traduites par la mise en place d'un régime ad hoc pour le territoire de la Guyane. De même, les négociations ont permis l'adaptation de certaines lignes directrices aux territoires d'outre-mer, sur lesquelles se base la Commission européenne pour accorder le renouvellement des navires de la flotte ultramarine. Ces travaux se poursuivent et s'étendent à d'autres thématiques essentielles pour l'avenir maritime des territoires.

Le bureau assure la promotion de la place géostratégique des territoires d'outre-mer pour permettre une connectivité régionale multidisciplinaire attractive (commerce, universités, recherche...) et un transport maritime concurrentiel. Par ailleurs, la France s'inscrit dans le projet de corridor maritime vert porté par l'Union européenne visant à assurer la mise en place de routes commerciales qui permettraient d'assurer le déploiement d'un transport maritime plus respectueux de l'environnement (grandes routes maritimes et activités portuaires adaptées).

LES OCÉANS D'OUTRE-MER EN CHIFFRES

3

BASSINS OCÉANIQUES

Les Outre-mer français sont présents dans l'**Atlantique (Caraïbes, Guyane), l'océan Indien (Réunion, Mayotte, Terres australes et antarctiques françaises), le Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie)**, conférant à la France une présence maritime mondiale.

2/3 des Aires marines protégées françaises sont situées en Outre-mer

Les AMP ultramarines participent à la **protection de 33 % de la ZEE française**, un atout majeur pour atteindre les objectifs internationaux de conservation.

97%

DE LA ZONE ÉCONOMIQUE EXCLUSIVE (ZEE) FRANÇAISE

Grâce aux Outre-mer, la France dispose de la 2^e plus grande ZEE du monde, soit 10,2 millions de km², derrière les États-Unis. Cela lui donne accès à des ressources halieutiques, énergétiques et minières considérables.

80%

DE LA BIODIVERSITÉ FRANÇAISE SE TROUVE EN OUTRE-MER

avec des espèces endémiques terrestres et marines que l'on ne retrouve nulle part ailleurs.

75%

DE LA POPULATION FRANÇAISE VIVANT EN ZONE CÔTIÈRE RÉSIDE EN OUTRE-MER

Ces territoires sont directement concernés par les effets du changement climatique : montée des eaux, blanchissement des coraux, cyclones...

300 000 km²

DE RÉCIFS CORALLIENS DANS LE MONDE

dont **près de 10 % se situent dans les Outre-mer français** (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Mayotte...).

Véritables réservoirs de biodiversité marine, ils jouent un rôle crucial dans la **protection des côtes contre l'érosion** et dans la **régulation des écosystèmes tropicaux**.

Avec plus de 2 000 km de récifs coralliens, la Nouvelle-Calédonie possède l'un des plus grands lagons du monde, inscrit au **patrimoine mondial de l'UNESCO**.

Plus de 2 millions d'habitants vivent dans les territoires ultramarins côtiers ou insulaires

Ces populations sont les **sentinelles du climat**, au cœur des enjeux environnementaux, économiques et culturels liés à l'océan.

ET SI L'ÉCONOMIE BLEUE DURABLE ÉTAIT L'AVENIR DES OUTRE-MER ?



Olivier Jacob (DGOM) et Éric Banel (DGAMPA) présentent la feuille de route aux Assises de l'économie et de la pêche durable, qui se sont tenues à Bordeaux, en novembre dernier.

Une feuille de route pour les Outre-mer

Depuis 2022, dans le cadre de la Communication RUP et sous l'impulsion de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, la Commission européenne encourage les régions ultrapériphériques à adopter des stratégies en faveur de l'économie bleue.

Le gouvernement en a fait une priorité afin de répondre au besoin d'une adaptation des politiques publiques aux spécificités des territoires d'outre-mer, ainsi qu'aux nouvelles ambitions publiques fondées sur les atouts humains, géostratégiques et écologiques de ces territoires.

Le 17 novembre 2023, le Comité interministériel de la mer (CIMER) validait donc l'élaboration conjointe d'une feuille de route sur l'économie bleue ultramarine par les autorités chargées des Outre-mer et de la mer afin de répondre à cette ambition : déployer une économie bleue prospère et adaptée aux territoires d'outre-mer.

Cadre stratégique à l'horizon 2030, cette feuille de route a vocation, d'une part, à orienter les politiques locales maritimes et, d'autre part, à établir des pistes d'action adaptées, pour une économie bleue dite « durable ».

PROTÉGER LES OCÉANS TOUT EN EN TIRANT DES BÉNÉFICES DURABLES : C'EST L'AMBITION DE L'ÉCONOMIE BLEUE, AU CŒUR DE L'OBJECTIF 14 DES NATIONS UNIES. UNE VOIE D'AVENIR, ENTRE PRÉSERVATION ET INNOVATION.

Les territoires ultramarins possèdent ainsi des atouts uniques et le déploiement de stratégies locales bleues peut être vecteur de croissance et d'emplois, en favorisant l'installation de jeunes entrepreneurs.

En septembre 2024, La Réunion publiait par exemple sa propre stratégie pour l'économie bleue, traduite en un contrat de filière pour l'économie bleue durable, signé par les services de l'État et les acteurs locaux du monde maritime.

Présentée aux Assises de l'économie de la mer à Bordeaux en novembre 2024, la feuille de route nationale sera valorisée durant l'UNOC3.

UNE POLITIQUE MARITIME INTÉGRÉE

Le Relais des Outre-mer (voir page suivante) permet la mise en lumière des actions concrètes du ministère des Outre-mer. Plusieurs services y jouent un rôle clé dans la conduite d'une politique maritime intégrée : un chef de projet pilote le plan sargasse, le bureau des affaires européennes et internationales suit de près l'évolution de la réglementation européenne sur le marché carbone, un levier important pour la décarbonation maritime. En parallèle, le bureau de la vie économique soutient le développement du duty-free lié à la croisière.

QU'EST-CE QUE L'ÉCONOMIE BLEUE ?

L'économie bleue désigne un modèle de développement qui mise sur les atouts maritimes d'un territoire pour créer de la richesse locale, tout en protégeant les écosystèmes. Elle repose sur une gestion durable et intégrée des zones maritimes, avec un double objectif : préserver les ressources et garantir un développement viable, à la fois économique, environnemental et social.



Traditour. © Matteo Nativelle.

ZOOM SUR LE RELAIS DES OUTRE-MER

POUR CÉLÉBRER L'ANNÉE DE LA MER, LE MINISTÈRE DES OUTRE-MER A LANCÉ LE « RELAIS DES OUTRE-MER », AUX COULEURS DE LA « MER EN COMMUN ». CHAQUE MOIS, LE PUBLIC EST INVITÉ À PLONGER DANS UN NOUVEAU TERRITOIRE, À TRAVERS SES ÉVÉNEMENTS, SES HABITANTS PASSIONNÉS ET LEURS INITIATIVES AUTOUR DE LA MER.

« Maritimiser les esprits » : tel est le fil rouge de cette Année de la Mer. Pour cela, le Relais des Outre-mer propose une programmation mensuelle riche et prometteuse, qui met à l'honneur la diversité et la richesse maritime de nos territoires ultramarins.

En janvier, c'est la Polynésie française qui ouvrait le bal avec un événement international d'observation simultanée des coraux, un clin d'œil vibrant à la beauté fragile de nos océans.

Février a donné la scène à La Réunion. Depuis Sainte-Rose et en direct de La Villette à Paris, le lancement national a rassemblé petits et grands autour de thèmes clés : connaître, transmettre, préserver la mer. Au programme ? Ateliers ludiques et expériences immersives pour mieux

comprendre les écosystèmes marins et adopter les bons gestes pour les protéger.

Mars, place aux Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) ! Ces immenses territoires maritimes, véritables sanctuaires pour la faune marine menacée, bénéficient d'un suivi scientifique pointu pour préserver leurs écosystèmes uniques.

En avril, cap sur la Nouvelle-Calédonie. Le focus : la mangrove calédonienne, cet écosystème précieux aux mille vertus. C'est aussi l'occasion de découvrir le Parc naturel de la mer de Corail, un trésor à protéger et valoriser.

Mai, c'est Saint-Barthélemy qui s'illustre, avec les tortues marines, espèce emblématique menacée par les activités humaines. La réserve naturelle locale veille jalousement sur cette biodiversité exceptionnelle.

La tournée des territoires continue au second semestre : **en juin**, la Guyane prend la relève, suivie de la Guadeloupe avec son Traditour, puis Wallis-et-Futuna qui accueillera AirCalin Manatai, une compétition internationale de sports nautiques. Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, la Martinique avec la Transat Café l'Or, et enfin Saint-Martin, viendront compléter ce tour d'horizon maritime riche et passionnant.

LES CLUSTERS MARITIMES D'OUTRE-MER, LEVIERS DE L'ÉCONOMIE BLEUE FRANÇAISE



“

Les actions menées au sein du Cluster Maritime Français s'attachent à faire émerger une économie bleue ultramarine plus juste, plus ancrée mais aussi plus résiliente.

Nathalie Mercier-Perrin, présidente du CMF et vice-présidente du Comité France Maritime Outre-mer.

AVEC PLUS DE 11 MILLIONS DE KM² DE ZONES MARITIMES, LA FRANCE EST LA 2E ZONE ÉCONOMIQUE EXCLUSIVE DU MONDE. ET ON L'OUBLIE TROP SOUVENT : 97 % DE NOTRE ESPACE MARITIME SE TROUVE AU-DELÀ DE L'HEXAGONE. NOTRE IDENTITÉ MARITIME S'APPUIE DONC PLUS QUE JAMAIS SUR NOS TERRITOIRES ULTRAMARINS, NOS AVANT-POSTES OÙ SE JOUENT DES ENJEUX STRATÉGIQUES : PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, TRANSITION ÉCOLOGIQUE OU ENCORE SOUVERAINETÉ MARITIME.

Les Clusters Maritimes jouent un rôle clé : ils fédèrent, accompagnent, forment, innovent et structurent les entreprises maritimes pour le développement de la filière. Ensemble, les Clusters Maritimes d'Outre-mer incarnent une économie maritime **innovante, ancrée et résiliente**.

• En Guadeloupe

L'action « La Guadeloupe en Mer » sensibilise les collégiens aux métiers du tourisme nautique via des ateliers immersifs et une sortie éducative dans le Grand Cul-de-sac marin.

• En Martinique

Le Cluster Maritime Martinique porte le **Kay Lanmé**, village itinérant labellisé « **Année de la Mer** ». Sous le slogan « L'océan, notre avenir », il sillonne les communes pour faire découvrir les métiers de la mer, les produits de la pêche durable, les formations et les gestes écoresponsables.

• En Polynésie française

La gouvernance maritime s'organise avec le **COSMer**, réunissant institutions, professionnels et citoyens pour mieux gérer les ressources et les usages.

• À La Réunion

Les projets se concentrent sur l'emploi portuaire, la sécurité et l'innovation dans les transports maritimes.

• À Mayotte

La construction d'un **ponton à Mamoudzou** marque le retour de la croisière et un nouvel accès pour les pêcheurs. Des efforts sont menés pour recréer une offre de formation maritime, après la destruction de l'EAM.

• En Guyane

La 1^{re} promotion de **CAP Matelot Pont** est lancée ; le Cluster Maritime Guyane agit aussi pour moderniser le port et lutter contre la pêche illégale.

• À Saint-Pierre-et-Miquelon

La priorité est donnée à **la modernisation de la rade et du port**.

• En Nouvelle-Calédonie

Cinq axes guident une relance bleue ambitieuse entre aquaculture, déconstruction navale et port scientifique.

• Bientôt, Saint-Martin et Wallis-et-Futuna

rejoindront cette dynamique.

Ensemble, les Clusters Maritimes d'Outre-mer incarnent une économie maritime innovante, ancrée, résiliente et profondément ultramarine.

Les Président(e)s des Territoires ultra-marins



SAVOIR-FAIRE

MARIE-LAURE CIPRIN, DU DROIT À LA MER

Par la rédaction. Photo Ludovic Clerima



HYPER ENGAGÉE, MARIE-LAURE CIPRIN EST UNE PIONNIÈRE DU TOURISME MARITIME À SAINTE-ROSE, EN GUADELOUPE. ELLE ŒUVRE AUTANT POUR L'ÉCONOMIE BLEUE QUE POUR LA PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ.

Dès 8h45, c'est l'affluence devant son cabanon du port de Sainte-Rose, en Guadeloupe. Elle, c'est Marie-Laure Ciprin : une capitaine multi-casquettes, hyper engagée, qui rafle tous les prix. En 2023, elle est décorée chevalier dans l'ordre national de la Légion d'honneur. Et ce n'est qu'un détail pour cette femme au parcours hors normes.

Retour sur son palmarès. « J'ai grandi à Paris, entre le 15e et le 20e arrondissement », raconte-t-elle, tout sourire. Cette fervente défenseuse des océans n'a pas étudié la marine, mais le droit. Avant son aventure avec la mer, elle est fonctionnaire et donne des cours d'informatique au ministère des Finances. Comme quoi !

Une vraie force de caractère

« Quand je suis arrivée à la SNSM, j'ai vécu des moments complexes. Il a fallu s'organiser », raconte-t-elle. Sans détour cette boule-en-train remet de l'ordre au sein de l'association. Résultat ? « Depuis, toutes les SNSM de l'île bossent ensemble », se félicite Marie-Laure Ciprin.

Une carrière bien menée

L'amour de la mer, elle le tient de sa famille : un grand-père pêcheur, un oncle décoré de la Marine, une mère qui vendait des coquillages à Sainte-Rose. Son secret ? Faire confiance à la vie et foncer. C'est dans cet état d'esprit qu'elle se lance, un peu par hasard, dans le tourisme, en 1992. Elle propose alors des excursions dans la réserve naturelle du Grand Cul-de-sac marin. Pionnière, elle devient la première à organiser ce type de visites, officiellement, depuis Sainte-Rose.

Acharnée de travail et portée par la passion

En plus de ses activités, elle mise aussi sur la transmission. Chaque année, avec le cluster maritime, elle sensibilise environ 700 collégiens de l'archipel. « On les embarque avec nous, on leur fait découvrir la mangrove. On leur explique pourquoi c'est précieux et fragile ». Et de conclure : « C'est dans ma nature. Déjà petite, j'étais déléguée de classe. Rien ne me pèse, parce que tout ce que je fais, je le fais par passion. »

SAMIRA BEN ALI, LA MAHORAISE QUI DÉFEND L'OCÉAN EN EUROPE

Par Fabiola Dor

ENGAGÉE POUR LA DÉFENSE DES OCÉANS, SAMIRA BEN ALI INCARNE UNE JEUNESSE INSULAIRE PRÊTE À FAIRE ENTENDRE SA VOIX.

« Je suis une fille des îles, je suis une fille de la mer », se présente-t-elle, pleine d'assurance. Elle, c'est Samira Ben Ali, une Mahoraise de 27 ans, engagée pour la justice climatique et la défense des océans !

Multi-casquettes, cette jeune professionnelle incarne une jeunesse insulaire lucide, connectée et résolument engagée. Ocean Project Assistant chez Youth and Environment Europe (YEE), elle coordonne les campagnes de sensibilisation et de plaidoyer au sein de la coalition européenne EU4Ocean. Son objectif : garantir que la voix des Outre-mer ne reste jamais au fond du lagon. « Je viens d'une île, la première chose que je vois en me réveillant, c'est la mer. C'est un espace où on passe du temps en famille. C'est là que tout commence », explique-t-elle.

La mer à 360°

Cette relation intime avec l'océan devient le fil rouge de son parcours. Après des études en sciences politiques à Rennes, elle se spécialise à Aix-en-Provence en droit international et européen de l'environnement, avec un focus sur le droit des océans. Elle enchaîne les écoles d'été pour comprendre les zones géopolitiques maritimes, les Aires marines protégées, et ce que signifie protéger « la mer à 360 degrés ».

Présente à la COP 28

Son île natale, Mayotte, est au cœur de ses préoccupations : barrière de corail endommagée, montée des eaux, affaissement du territoire, crise de l'eau... « C'est un carrefour de vulnérabilités. Et pourtant, le territoire n'est pas prêt. » Elle milite donc pour que ces réalités soient prises en compte dans les décisions politiques européennes et internationales.

Active dans plusieurs réseaux de jeunes professionnels de l'Océan, comme l'initiative de la Décennie de l'Océan de l'ONU, elle a aussi représenté les jeunes à la COP28 sur les questions de biodiversité et de climat. Bénévole de longue date, elle s'implique dans des campagnes de justice environnementale au sein d'ONG comme World Proclam Justice, et contribue à la rédaction de contenus de sensibilisation à destination des jeunes.

Poète de la mer

Et quand elle ne parle pas de l'Océan, elle l'écrit. Samira a même gagné un concours de haïku organisé par la Fondation de la Mer. La poésie comme autre forme de plaidoyer : « Il n'y a rien à réinventer. On a déjà les traités. Il faut maintenant des gens qui les fassent vivre, avec notre réalité. »



L'APPEL DE LA MER DE GUILLAUME BELLEMARE

Par Laurie-Anne Antoine. Photo Mathieu Delmer



GUILLAUME BELLEMARE A TOUT PLAQUÉ POUR LA MER. À LA TÊTE DE SOTALIE, IL PARTICIPE À LA VALORISATION DE LA BIODIVERSITÉ MARINE ET AGIT POUR SA PRÉSERVATION.

Liberté totale

« Quand je suis en mer, j'ai cette impression de liberté totale : on ne prend jamais le même chemin, on est libre d'aller à 360° si on le souhaite. Tout en étant connectés en permanence à ce qui nous entoure : l'eau, le ciel, les oiseaux... C'est quelque chose auquel je suis sensible et ce, depuis tout petit. Parce que, vous voyez, la mer, c'est une histoire de famille. »

J'ai grandi à Rémire-Montjoly et enfant, je partais pêcher avec ma famille vers les îlets. J'en connais les coins par cœur : les zones à dauphins, les plages secrètes, où pêcher... C'est aussi à ce moment que j'ai appris à observer, reconnaître et apprécier sa faune, sa flore, ses paysages. »

Partager l'amour de la mer

« Alors, il est vrai que je suis ingénieur en énergies renouvelables de formation, mais en revenant en Guyane en 2017, l'appel de la mer s'est fait plus fort. J'ai d'abord lancé des sorties de pêche mais très vite, j'ai changé de cap. Aujourd'hui, ma société SOTALIE permet à tous d'apprécier notre biodiversité : les dauphins à l'Îlet la Mère, les singes, les tortues marines près des îlets, les ibis rouges à la mangrove de Dégrad des Cannes... »

Cette envie de partager mon amour pour la mer m'a poussé à me former, à faire des recherches, pour mieux transmettre mes connaissances. Et parfois, quand l'occasion s'y prête, glisser aussi quelques messages de prévention. »

Le plaisir de la préservation

« Puis viennent les moments où je suis seul en mer... Généralement, j'en profite pour faire le tour des zones où traînent les filets abandonnés. Je les récupère, je m'assure qu'aucune espèce n'y est piégée et je recommence. En quelque sorte, je rends à la mer ce qu'elle me donne. Elle m'a ouvert l'esprit, elle m'apaise et agit comme un anti-stress naturel sur moi. Mais c'est aussi mon terrain de travail et donc un lieu que je prends plaisir à préserver. »

LE CRI DU CŒUR D'ASHLEY DANIEL

Par Anne de Tarragon. Photo Raphaël Novella

ASHLEY DANIEL, CHEFFE DES GARDES DE LA RÉSERVE NATURELLE DE SAINT-MARTIN, VEILLE AU QUOTIDIEN SUR LA BIODIVERSITÉ MARINE DE SON ÎLE.

Proche de la mer

Résiliente, volontaire et déterminée, l'aventure d'Ashley Daniel dans l'univers marin débute en 2015, presque par hasard. Cette année-là, elle décroche un contrat d'avenir à la Réserve naturelle de Saint-Martin. Elle s'y engage pour trois ans, sans vraiment mesurer ce qui l'attend. Enfant, elle aimait la mer, les balades en pleine nature, observait beaucoup... mais sans réelle conscience écologique. « *Je me sentais proche de la mer, mais je ne mesurais pas tout ce qu'il y avait à protéger* », confie-t-elle avec sincérité.

Inspirer d'autres femmes

Ce simple job devient vite une vocation. « *Dès mon premier jour, j'ai su que je voulais m'engager pour l'environnement de notre île* », raconte aujourd'hui celle qui est devenue cheffe des gardes, en 2024. Une juste reconnaissance de son engagement. Un rôle qu'elle assume pleinement, forte d'un apprentissage sur le terrain. « *J'ai appris en faisant. Et aujourd'hui, je transmets. C'est un engagement que je porte en tant que femme, et en tant que Saint-Martinoise. J'espère pouvoir inspirer d'autres jeunes femmes, y compris dans des métiers qu'on pense réservés aux hommes.* »

Chacun ses responsabilités

Être une femme de la mer, une îlienne, une ultramarine, cela a un sens profond pour Ashley. Son quotidien, rythmé par de longues journées sur l'océan, pourrait sembler idyllique. Mais derrière les paysages de carte postale, il y a une réalité bien plus exigeante. « *Si on veut continuer à voir des tortues, des lambis, il faut protéger les fonds marins, les herbiers... donc interdire les mouillages qui les abîment* », alerte-t-elle.

Protéger, c'est aussi informer. Pour éviter le scénario catastrophe, les usagers de la mer doivent comprendre les impacts de leurs gestes et changer leurs habitudes. « *Beaucoup de Saint-Martinois ignorent encore qu'on peut voir, ici, chez nous, des baleines à bosse, des grands dauphins... et même, parfois, des orques* », s'émerveille Ashley.

Son message est clair : chacun a un rôle à jouer. « *C'est à nous de montrer l'exemple, y compris à nos visiteurs. Certains jours, je suis inquiète, oui. Mais je reste optimiste. Je travaille pour mon île, j'y mets toute mon énergie, parce que je veux que nos enfants puissent encore admirer les mêmes richesses que nous avons connues.* »



COMPÉTENCES BLEUES : CES ÉCOLES QUI FORMENT LES TALENTS MARITIMES D'OUTRE-MER

Par Sophia Désirée

DANS UN CONTEXTE DE TENSIONS SUR LES COMPÉTENCES ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE, LES MÉTIERS DE LA MER DEVIENNENT DES GISEMENTS D'EMPLOIS DURABLES, OÙ LES CENTRES DE FORMATION MARITIME JOUENT UN RÔLE DE PREMIER PLAN.

Transport maritime, aquaculture, tourisme, activités portuaires... L'économie bleue est-elle le bon filon des territoires d'outre-mer ? « L'économie bleue est très importante », souligne Thomas Collin, conseiller au ministère des Outre-mer. À la clé, de nombreux débouchés : capitaines de pêche, techniciens de maintenance, lamaneurs, skippers... En 2018, l'IEDOM-IEOM recensait 8 800 entreprises du secteur, soit 3,5 % du tissu marchand et 12 500 emplois (2,4 %).

Une offre éducative présente mais limitée.

Mais comment encourager les talents ? Sur les 12 territoires ultramarins, seulement cinq possèdent un établissement agréé par l'État pour former aux métiers de la mer. En Guadeloupe par exemple, le lycée privé Blanchet forme chaque année une trentaine d'élèves en CAP et bac pro, dans les filières pêche ou commerce.

En Martinique, l'École de formation maritime et aquacole de La Trinité propose des spécialisations en pêche, yachting ou commerce. « On a des spécificités locales à valoriser », souligne Guy-Marc Suftrin, président de l'association qui gère l'établissement. Plus de 20 organismes agréés complètent l'offre avec des formations continues.

Le gouvernement avait fait part, en 2019, de sa volonté de créer des lycées de la mer dans chacune des collectivités d'outre-mer d'ici à la fin du quinquennat. Une promesse toujours en attente de réalisation, qui conduit des demandeurs de formations à poursuivre leurs projets dans l'Hexagone. Une donnée prise en compte par l'Agence de l'Outre-mer pour la Mobilité et l'Union Maritime et Portuaire de France qui ont signé une convention, le 10 juin 2024.

400 jeunes recrutés par la Marine.

Un coup de pouce bienvenu, mais qui met en exergue les difficultés du secteur, dont les effectifs vieillissants sont marqués par des conditions de travail difficiles, des problématiques environnementales (pollution des

eaux côtières, destruction de la faune et de la flore...) et conjoncturels (augmentation des coûts). La limite des formations pénalise aussi le développement de l'industrie à l'échelle locale, privée de la possibilité de faire monter en compétences des profils sur de nouvelles techniques, notamment en aquaculture.

Loi de se laisser abattre, les acteurs locaux ont lancé des initiatives comme des salons annuels dédiés aux métiers de la mer, en partenariat avec les collectivités ou l'État. De son côté, le service de recrutement de la Marine (SRM) a noué des partenariats avec les régiments du service militaire adapté (RSMA) locaux, des centres de formation, mais aussi le ministère de l'Éducation nationale ou encore France Travail pour séduire les lycéens et étudiants d'Outre-mer. Une stratégie qui a porté ses fruits. En 2023, le SRM a « connu une hausse significative avec le recrutement de plus de 400 jeunes ultramarins, ce qui représente 10% de l'ensemble du recrutement cette année », a annoncé le capitaine de vaisseau Mackara Ouk, commandant du SRM.



© Su Nitram



Les acteurs locaux multiplient les initiatives pour assurer la formation, et le savoir-faire.

GUYANE : L'ÉCONOMIE BLEUE, UN COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE

Avec **131 506 km² de zone économique exclusive, 350 km de côtes et une ressource halieutique abondante**, sur le papier la Guyane a tout pour miser sur l'économie bleue. Troisième filière du territoire, le secteur pèse 1,5 % du PIB et 1,7 % des emplois. Mais sur le terrain, la dynamique est freinée par la pêche illégale venue du Brésil, du Suriname et du Guyana, ainsi que par la vétusté de la flotte (15 ans d'âge médian) et le manque d'infrastructures. Alors comment attirer les jeunes Guyanais vers les différents métiers de la mer ? Pour former localement, un CAP maritime a ouvert en septembre 2024 au lycée de Matiti. Objectif : répondre aux besoins en compétences et susciter des vocations chez les jeunes Guyanais.

NOUVELLE-CALÉDONIE : CAP SUR LES MÉTIERS DE LA MER

L'économie maritime représente **5 % des entreprises calédoniennes** et pourrait doubler sa valeur ajoutée d'ici 2030, selon l'OCDE. Pour structurer la filière, le GIEP-NC [groupement pour l'insertion et l'évolution professionnelles] forme chaque année des centaines de stagiaires aux normes internationales. En 2021, 424 personnes ont été formées sur 71 sessions. Objectif : favoriser l'insertion, accompagner la montée en compétences et ouvrir l'accès à des marchés exigeants. Le pôle Métiers de la mer s'appuie sur des partenariats solides, comme celui avec Ponant. En parallèle, il soutient la création d'une véritable branche professionnelle et encourage une économie bleue durable et locale.

UN CHANTIER NAVAL AU SERVICE DE LA SOUVERAINETÉ MARITIME

Par Daphné Lermancier

REPORTAGE - À L'OUEST DE L'ÎLE, DANS LA VILLE DU PORT, LE CHANTIER NAVAL PIRIOU RÉUNION JOUE UN RÔLE DÉCISIF DANS LE MAINTIEN EN ÉTAT DE LA FLOTTE DE PÊCHE, DE DÉFENSE ET DE SERVICE.

Il est 7 heures au Port Ouest. Le chantier s'éveille : chalumeaux qui crépitent, palans qui crissent, voix qui résonnent entre les tôles. Un soudeur ajuste sa visière, un tuyauteur cale sa pièce. À Piriou Réunion, chaque geste est rodé. La mer, ici, ne s'improvise pas : elle s'entretient.

Un tournant se prépare. L'entreprise s'équipe d'un dock flottant capable de sortir de l'eau la quasi-totalité des navires locaux — jusqu'à 110 mètres, 4 600 tonnes, 6 mètres de tirant d'eau. Avec une mise en service prévue en 2026 : « On va doubler notre activité et nos effectifs », se félicite Frédéric Follain, directeur de Piriou Réunion.

Un chantier stratégique.

C'est aussi un levier pour l'emploi, et un jalon vers plus d'autonomie maritime pour La Réunion. Car au-delà de ce projet structurant, Piriou s'est déjà imposé comme un maillon essentiel du paysage portuaire local. Depuis 2018, une cinquantaine de techniciens y assurent la maintenance de navires vitaux pour l'île : bateaux de pêche australe, vedettes de la Marine nationale, remorqueurs, palangriers... Sur 7 000 m² de terre-plein et 4 250 m² d'ateliers en bord à quai, les équipes interviennent en mécanique, chaudronnerie, soudage ou électricité navale. « Nous sommes un acteur local avec des standards internationaux », souligne Frédéric Follain, directeur du site. Autre particularité : ici, la réparation navale ne se limite pas à la technique, elle touche à la souveraineté. Jusqu'ici, même les navires de la Marine nationale devaient faire escale à l'île Maurice pour leurs arrêts techniques — hors de l'Union européenne. Une situation appelée à changer avec l'arrivée du dock flottant.

Des métiers de passion.

Au cœur du chantier, les savoir-faire s'imbriquent comme les pièces d'un navire. Le chaudronnier trace, plie, ajuste les tôles pour façonner la coque. « Ce que j'aime, c'est fabriquer



une pièce de mes mains et la voir prendre vie », dit-il. Dans l'atelier, le tuyauteur prépare les réseaux d'eau douce, de gasoil ou d'huile, puis les installe à bord. « Il faut une bonne vision dans l'espace et l'esprit d'équipe », précise-t-il. Le soudeur, lui, assemble et scelle l'ensemble, souvent à genoux, en hauteur ou dans des recoins. « Le plus gratifiant, c'est de voir le bateau repartir », s'émerveille-t-il. Tous partagent une même exigence : rigueur, transmission, et la

fierté de maintenir à flot les navires du territoire. Mais ce savoir-faire local reste encore à construire. « Quand on est arrivé ici, il n'existait pas de filière structurée », confie Frédéric Follain, directeur du site. « On a dû tout bâtir : recruter et former les équipes, développer un réseau de sous-traitants. Aujourd'hui, on couvre presque tous les besoins : mécanique, chaudronnerie, électricité, froid, propulsion. »



Vue aérienne du site de Piriou Réunion à la darse de plaisance du Port Ouest, au cœur d'un territoire maritime stratégique. ©Piriou.

De grandes ambitions.

L'entreprise collabore désormais avec plusieurs organismes de formation locaux, qui adaptent peu à peu leurs cursus aux réalités du terrain. Un lycée de la mer est aussi en projet au Port, avec une ouverture envisagée à l'horizon 2026. « C'est un chantier prometteur, mais encore incertain. On l'espère, car ce serait un levier déterminant pour structurer la filière localement », assure-t-il.

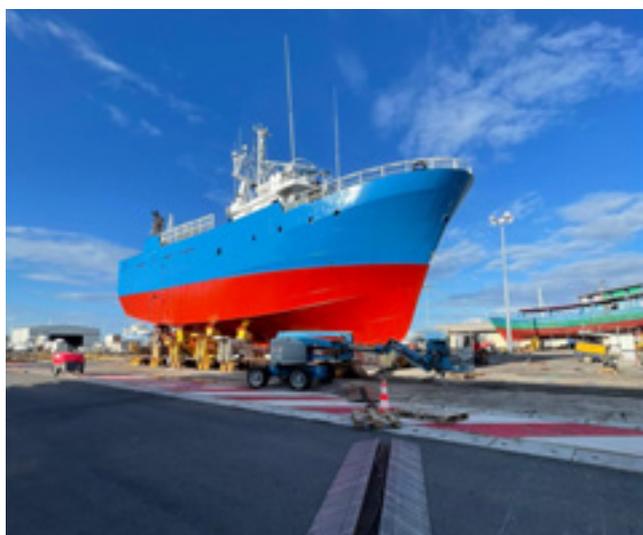
Pour assurer la suite, le groupe Piriou mise aussi sur l'innovation avec des propulsions hybrides diesel-électriques, notamment pour les navires de pêche. L'impact environnemental devient un critère de choix, y compris pour les armateurs, désormais notés sur leurs performances écologiques. Sur les peintures antifouling, « c'est leur décision, mais on les conseille : les normes changent, les pratiques aussi », observe Frédéric Follain. Et de conclure avec optimisme : « Bientôt, on pourra tout faire ici », se réjouit-il par avance. Son ambition : reprendre la main sur la flotte, les compétences et l'avenir maritime français.



Un mécanicien inspecte un moteur à bord – le cœur des navires, entre robustesse et exigence. ©Piriou.



Le *Cap Kersaint*, palangrier australe conçu par Piriou pour la société réunionnaise Sapmer, en navigation dans l'océan Indien. . ©Piriou.



Navire de pêche australe en cours de carénage sur le chantier Piriou Réunion, entre ciel bleu et sol technique. ©Piriou.

ZOOM SUR LA MARTINIQUE ?

En 2025, la Martinique réaffirme son ambition de redevenir un acteur majeur de la réparation navale dans la Caraïbe. À Fort-de-France, le Chantier naval de la Martinique a récemment accueilli l'entretien du superyacht *Alfa Nero* (82 m), marquant son virage vers les marchés du yachting et du refit haut de gamme.

Depuis sa relance en janvier 2024, le site mise sur le savoir-faire local pour attirer de nouveaux clients régionaux. En parallèle, le Grand Port Maritime modernise ses équipements dans le cadre du projet « Hub Antilles » : nouveaux portiques et ambition de devenir un centre logistique régional. Ce regain d'activité ouvre de belles perspectives pour la filière navale, qui tend à se structurer.



BIODIVERSITÉ

ZOOM SUR LA FAUNE DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Par Axelle Dorville. Illustration : Amandine Escarguel

De par son éloignement, l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon semble préservé de toutes pressions environnementales. Le territoire est cependant confronté à plusieurs menaces fragilisant sa précieuse biodiversité.

Dysfonctionnement de l'assainissement, gestion des déchets perfectible, artificialisation des milieux naturels, dérangement de la faune : l'île de Saint-Pierre, qui accueille la majorité de la population, concentre également l'essentiel des pressions sur le milieu marin et littoral.

La présence d'espèces exotiques envahissantes (huit détectées à ce jour) est également un enjeu majeur pour la biodiversité marine de Saint-Pierre-et-Miquelon. Le crabe vert (une des 100 espèces les plus envahissantes au monde) y représente une menace importante, étant porteur de maladies pouvant impacter les homards, et détruisant les herbiers de zostère, des écosystèmes indispensables à plusieurs espèces de mollusques et crustacés.

Si le territoire ne dispose pour l'instant d'aucune aire protégée officielle qui pourrait permettre la mise en place de réglementations fortes, plusieurs espèces sont protégées par arrêté. En mars 2025, la loutre du Canada a ainsi rejoint la liste des espèces protégées à Saint-Pierre-et-Miquelon. La création d'un comité des pêches est également en discussion, et permettra, entre autres, de pouvoir fixer collectivement les quotas de pêche afin de préserver la ressource halieutique.



Macareux moine

(*Fratercula arctica*) dit *Calculot*.

Statut liste rouge UICN : Vulnérable

Il niche sur l'île du Grand Colombier.

C'est la colonie la plus importante de France.



Phoque à capuchon

(*Cystophora cristata*).

Statut liste rouge UICN : Vulnérable

Observé au Grand Barachois.

Le Pluvier siffleur

[Charadrius melodus].

Statut liste rouge UICN : quasi-menacé
Vit sur les plages. Un seul individu a été observé entre 2020 et 2021.



L'Océanite Cul-blanc ou Pétrel Cul-blanc

[Hydrobates leucorhous].

Statut liste rouge UICN : Vulnérable
Niche également sur l'île du Grand Colombier.

Herbier de zostère

Cet écosystème constitue un habitat, une zone de reproduction et d'alimentation pour de nombreuses espèces marines. Il est menacé par les crabes verts, espèce exotique envahissante qui en sectionne les racines pour accéder à des proies enfouies.



LES PARCS NATURELS MARINS, EN PREMIÈRE LIGNE POUR PROTÉGER LA MER

Par Noémie Dutertre

DEPUIS 2017, LE PARC NATUREL MARIN DE MARTINIQUE VEILLE SUR UN TERRITOIRE IMMENSE : 49 000 KM² D'OcéAN ET DE MER, ABRITANT CORAUX, TORTUES, CÉTACÉS... FACE AUX MENACES MULTIPLES, L'ÉQUIPE DU PARC AGIT EN CONCERTATION AVEC LES PÊCHEURS, LES ÉLUS, LES PROFESSIONNELS DU TOURISME ET LES HABITANTS.

Chaque jour, les équipes du Parc naturel marin de Martinique, reconnaissables à leurs polos bleu marine, œuvrent activement à la protection des côtes de l'île. Leur mission : veiller sur le deuxième plus grand parc naturel marin de France, qui s'étend sur une surface impressionnante de 49 000 km². Sur ce vaste territoire, plusieurs aires marines protégées ont été établies, avec une attention particulière portée aux zones côtières telles que les îlets du François, du Robert, ainsi que la baie de Fort-de-France.

Les enjeux sont considérables. Il s'agit de préserver les eaux martiniquaises et leur biodiversité, notamment les 47 espèces de coraux, les 21 espèces de cétagés, ainsi que les cinq espèces de tortues marines. Le parc doit faire face à des menaces bien identifiées : ruissellements agricoles, rejets urbains, assainissement insuffisant... Sans oublier les échouages massifs de sargasses qui viennent régulièrement envahir les côtes.

« Le principal enjeu, c'est la dégradation de l'état de santé des écosystèmes marins », explique Paul Giannasi, directeur délégué adjoint en charge des Outre-mer à l'Office français de la biodiversité (OFB). « Les récifs coralliens sont particulièrement vulnérables. Ils subissent les effets combinés du changement climatique, du blanchissement, des maladies, mais aussi d'une mauvaise qualité des eaux littorales. »

Une concertation à taille humaine.

Créé en mai 2017, le Parc n'a pas vocation à interdire ou à imposer des règles unilatérales, à la différence d'une réserve naturelle. Il fonctionne comme un outil de concertation et de co-construction avec les acteurs du territoire.

« Nous cherchons à construire des compromis réalistes entre

protection du milieu et maintien des activités humaines. On propose, on accompagne, on sensibilise. Et seulement si besoin, on peut suggérer des réglementations, en lien avec les autorités compétentes », précise Paul Giannasi.

« On travaille avec les usagers, pas contre eux », insiste-t-il. Avec les marins-pêcheurs, par exemple, des actions concrètes ont été menées : identification des zones d'accumulation de déchets dans les ports, organisation de récupérations, échanges sur la contamination des poissons ou sur la gestion des sargasses. « L'idée, c'est d'écouter leurs doléances, comprendre leurs pratiques et proposer des améliorations ou des alternatives, en s'appuyant sur nos connaissances scientifiques », explique le directeur-adjoint. Depuis 2019, l'équipe du Parc s'est étoffée. Une vingtaine d'agents œuvrent, dont certains avec un pouvoir de police environnementale. Leur priorité : les zones côtières, là où les impacts sont les plus visibles.

Dans la zone du Pothuau, au large du Carbet, par exemple, des bouées d'amarrage sont en train d'être installées pour éviter que les ancres n'endommagent les fonds marins. À terre, l'équipe multiplie les actions de sensibilisation auprès des professionnels du tourisme et du grand public.

Le festival de la mer Bélya Lanmè est l'un des temps forts : activités nautiques, ateliers pédagogiques, plongées guidées... Tout est mis en œuvre pour rapprocher les Martiniquais de leur patrimoine marin.



Retrait de filets dérivants. © PNMM/OFB.



Mission Herbiers. © Bruno GAREL-OFB

Un plan de gestion depuis 2021

Le plan de gestion du parc, élaboré depuis 2021, a des objectifs précis : définir des priorités partagées pour la préservation de la biodiversité, l'amélioration de la qualité des eaux, le développement durable des usages (pêche, tourisme, nautisme), la transmission culturelle et l'éducation à l'environnement.

« On n'a pas encore de résultats visibles sur l'état des écosystèmes marins. Sur un territoire aussi vaste, il faut du temps pour infléchir les pratiques. Mais on commence à voir des changements dans certaines manières de faire », reconnaît Paul Giannasi.

LES AIRES MARINES PROTÉGÉES EN CHIFFRES

- **1 territoire sur 5** en Hexagone et Outre-mer est une aire marine protégée.
- On dénombre **544 aires marines protégées**, couvrant plus de 33 % de ses eaux marines (source : OFB, 2024).
- Parmi elles, **8 parcs naturels marins** :
 - ▶ Parc naturel marin d'Iroise
 - ▶ Parc naturel marin des Estuaires picards et de la Mer d'Opale
 - ▶ Parc naturel marin de Mayotte
 - ▶ Parc naturel marin du golfe du Lion
 - ▶ Parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis
 - ▶ Parc naturel marin du bassin d'Arcachon
 - ▶ Parc naturel marin du Cap Corse et de l'Agriate
 - ▶ Parc naturel marin de Martinique (créé en 2017)

La mer pour tous

Au-delà de la régulation, le Parc veut aussi changer le regard des Martiniquais sur la mer.

« Beaucoup pensent qu'ils ne sont pas concernés parce qu'ils ne pêchent pas ou ne pratiquent pas d'activité nautique. Mais chacun influence l'état de la mer, par ce qu'il consomme, ce qu'il jette, comment il se déplace... », rappelle le directeur-adjoint.

Avec les scolaires, les collectivités, les associations, les professionnels de la mer et les citoyens, le Parc œuvre pour que chacun devienne acteur de la préservation du patrimoine marin. Comme le rappelle Paul Giannasi : « L'ensemble de la population dépend de la mer, d'une manière ou d'une autre. »



Mission conjointe du Service Opérations. © PNMM/OFB.



Pour en savoir plus

LES PETITS GARDIENS DES OCÉANS

Par Laurie-Anne Antoine. Photo Christophe Fidol

TANDIS QUE D'AUTRES REPRENENT LE CHEMIN DE L'ÉCOLE, LES CE2B ET ULIS DE SAINTE-THÉRÈSE FILENT AUX SALINES, CASQUETTES VISSÉES SUR LA TÊTE, POUR PROTÉGER LEUR AIRE MARINE ÉDUCATIVE.

C'est en janvier que le projet a vu le jour. Encadrés par leurs enseignants et par l'association Kwata, ces enfants ont d'abord découvert les différents milieux qui composent le site : plage, mangrove, marais, forêt... Puis ils ont voté pour désigner la zone qu'ils souhaitaient protéger. « Certains ont été attirés par la biodiversité de la mangrove, d'autres par la beauté du sentier ou encore par les déchets qu'on trouvait sur la plage », raconte Solène Alary, de l'association Kwata, chargée des séances sur le terrain et en classe.

Explorer, choisir, s'impliquer

Une fois la zone choisie, les activités se sont enchaînées : observations, recherches, rencontres avec des spécialistes de la faune et de la flore, réflexion collective autour des enjeux. Car une AME, c'est bien plus qu'une sortie nature. C'est un espace que les enfants apprennent à connaître, à comprendre et à gérer eux-mêmes. Le tout est organisé autour du "Conseil de la Mer", une assemblée où les élèves prennent la parole, tiennent les rôles de président.e, de secrétaire, de maître.sse du temps. « Ils décident des thèmes à travailler, des actions à mener. Nous, adultes, sommes là pour les guider, pas pour imposer », souligne Solène Alary.

Pédagogie de la mer

Stéphanie Jacq, enseignante ULIS, constate les effets bien au-delà de l'écologie : « Ils coopèrent plus, écoutent mieux, osent davantage s'exprimer. » Le projet, ancré dans le réel, résonne fort chez ces jeunes, qui ne manquent ni d'idées, ni d'énergie. Pour sensibiliser leurs camarades, ils ont inventé un système de collecte de bouchons plastiques sous forme de tirs au panier. « C'était ludique, efficace, et c'est venu d'eux », s'émerveille-t-elle.

Cette implication ne s'arrête pas aux portes de l'école. Certains présentent leur projet en famille, créent des affiches, ou demandent des autorisations à la direction. Thomas Magnet, enseignant de CE2b, y voit un levier puissant : « Le fait de devenir les référents de l'AME dans l'école change leur posture. Ils transmettent, répondent aux questions, se sentent utiles. »

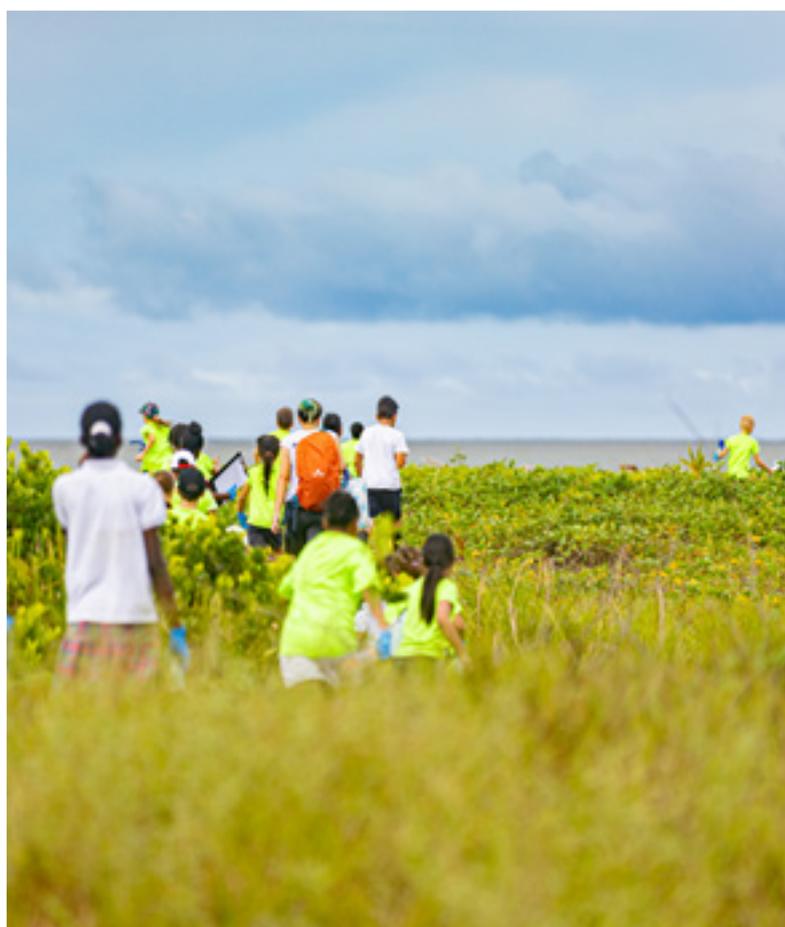
Un projet qui dure

Mais comment faire durer cette dynamique ? « L'idéal, c'est de suivre le même groupe sur deux ans. Mais on peut aussi confier l'AME à une classe fixe, comme les CE2, et transmettre le flambeau chaque année », poursuit Solène Alary. L'essentiel reste de documenter les actions et d'impliquer les enfants dans la mémoire du projet.

Des petits gardiens de la mer

Au fil des semaines, les élèves de Sainte-Thérèse deviennent les petits gardiens d'un grand patrimoine. Une expérience concrète d'écocitoyenneté, où se développent sens de l'observation, esprit critique et responsabilité. « Ils attendent chaque vendredi avec impatience. Et leurs parents suivent de près ce qu'ils font. Ce projet, ils l'ont vraiment adopté », conclut Thomas Magnet. Une chose est sûre, sur les sentiers des Salines, une nouvelle génération de protecteurs de l'océan est peut-être en train d'éclore.





**“
Chaque vendredi, des élèves
deviennent gardiens de
la mer, pour apprendre à
protéger leur patrimoine
et leur avenir.**





Pour en savoir plus

Collecte en plongée. © LPRIG/ARBIG-IG/MNHN.

LES FONDS MARINS DE GUADELOUPE À LA LOUPE

Par Axelle Dorville

RÉVÉLER LES SECRETS DES FONDS MARINS DES ÎLES DU SUD DE LA GUADELOUPE, TOUT EN CHERCHANT À IMPLIQUER LES JEUNES SCIENTIFIQUES DE DEMAIN : C'EST TOUT L'OBJET DU PROJET LA PLANÈTE REVISITÉE DES ÎLES DE GUADELOUPE. RETOUR SUR CETTE EXPÉRIENCE AVEC MARINE MARIE-CHARLOTTE, CHARGÉE DE MISSION « LA PLANÈTE REVISITÉE DES ÎLES DE GUADELOUPE » AU SEIN DE L'AGENCE RÉGIONALE DE LA BIODIVERSITÉ DES ÎLES DE GUADELOUPE (ARB-IG).

Fin 2024, les eaux des îles de l'archipel des Saintes (Terre-de-Bas, Terre-de-Haut), de Marie-Galante et de la Désirade voient affluer une concentration exceptionnelle de chercheurs venus du monde entier. D'Europe, d'Amérique du Nord ou encore de la Caraïbe, ces derniers ont fait le déplacement dans le cadre de la mission « La Planète Revisitée des Îles de Guadeloupe », portée par le Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris (MNHN) et l'ARB-IG, avec le soutien de l'Office français de la biodiversité (OFB). L'objectif : documenter la petite biodiversité marine du territoire, encore assez méconnue.

Un monde invisible enfin exploré.

Venant à la suite de deux campagnes marines, Karubenthos I et II, réalisées par le MNHN en 2012 et 2015, la mission La Planète Revisitée des Îles de Guadeloupe visait à explorer les îles du Sud jusqu'ici peu étudiées, et à améliorer la connaissance des petits organismes marins du littoral et benthiques (des fonds marins, ndlr) :

des mollusques, des crustacés ou encore des algues. « Au-delà des poissons, oiseaux marins et de la mégafaune déjà documentée, l'ambition était d'entreprendre la pré-identification de ces espèces peu visibles, mais qui jouent chacune un rôle au sein de nos écosystèmes », explique Marine Marie-Charlotte, cheffe du projet à l'ARB-IG. Un inventaire d'autant plus crucial face au dérèglement climatique et aux pressions humaines s'exerçant sur le milieu marin. « Il y a un véritable risque que des espèces disparaissent sans même avoir été identifiées. C'est pour cela que cette mission était aussi urgente qu'essentielle », complète la cheffe de projet.



“On protège ce que l’on connaît.”

Une fois analysées, ce qui pourrait prendre plusieurs années, les données issues des échantillons collectés seront mises à la disposition de tous, par le biais de la base de données de l’inventaire national du patrimoine naturel (INPN) ainsi que de la base locale Karunati, une publication menée et supervisée par le MNHN en charge du volet scientifique du projet. Cette riche contribution est destinée à donner aux acteurs publics les clés pour élaborer des stratégies de préservation et de protection ciblées dans l’archipel guadeloupéen.

Mais au-delà de l’inventaire, l’expédition était l’occasion d’impliquer des étudiants de l’Université des Antilles et de jeunes professionnels, en observation ou en appui logistique, avec une volonté claire : transmettre le savoir, susciter des vocations et ancrer les compétences localement. « Nous avons à cœur de former des jeunes Guadeloupéens à la connaissance de leur patrimoine



Milieu sous-marin. Les Saintes. © LPRIG/ARBIG-IG/MNHN.



Équipe LPRIG. © Lobster Prod.

naturel et à la recherche scientifique. C’était une condition *sine qua non* de cette mission », insiste la représentante de l’ARB-IG. Le public scolaire a également pu se rendre sur les sites de la mission et bénéficier d’animations pédagogiques en classe. Parallèlement, sur chaque île le temps d’un week-end, le laboratoire éphémère de l’expédition a ouvert ses portes pour inviter le grand public à découvrir le travail des chercheurs et passer derrière le microscope. À cette occasion, une malle pédagogique a été créée par l’ARB-IG pour mieux faire connaître les espèces locales et redécouvrir les explorations scientifiques. Et *in fine*, susciter des vocations aux métiers visant à préserver la biodiversité chez les jeunes Guadeloupéens.

EN BREF

- **45 jours de mission** dans les îles du Sud de la Guadeloupe.
- **14 nationalités de chercheurs représentées**, dont des spécialistes venus des États-Unis, de la Barbade, d’Espagne, de Belgique, de Tchèque.
- **Techniques de collecte** : aspirateur sous-marin, brossage sous-marin, collecte à vue, pêche à pied, dragage.
- Exploration **jusqu’à 200 mètres de profondeur** en dragage, 80 mètres en plongée.
- **Espèces ciblées** : annélides (vers, ndlr), pycnogonides (proches des arachnides terrestres), mollusques et crustacés, algues.
- **42 000 spécimens** collectés (résultats partiels issus des 4 premiers ateliers de tri réalisés) dont 48 % de mollusques.



La mission La Planète Revisitée des Îles de Guadeloupe vise à améliorer la connaissance des petits organismes marins du littoral et benthiques (des fonds marins, ndlr) . © LPRIG/ARBIG-IG/MNHN.

PROTÉGER OUI, RESTAURER AUSSI

Par Axelle Dorville

LES CATASTROPHES NATURELLES (CYCLONES, TSUNAMIS), LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET LES ACTIVITÉS ANTHROPIQUES, C'EST-À-DIRE LES ACTIVITÉS HUMAINES, NE SONT PAS SANS EFFET SUR LES ÉCOSYSTÈMES ULTRAMARINS. À MAYOTTE, LE CYCLONE CHIDO QUI A RAVAGÉ L'ÎLE EN 2024 N'A MALHEUREUSEMENT PAS ÉPARGNÉ SES ZONES DE MANGROVE ET DE CORAUX, ESSENTIELS À BIEN DES ÉGARDS. DEPUIS, LA QUESTION DE LEUR RESTAURATION EST SUR TOUTES LES LÈVRES.

Les pieds dans l'eau

Elles atténuent l'effet de la houle, retiennent les sédiments en provenance de la terre ferme, font office de nurserie pour de nombreuses espèces de la faune marine : les mangroves, ces forêts de palétuviers littorales, forment avec les herbiers et les récifs coralliens un trio à la vie marine en zone tropicale. En Outre-mer, les mangroves s'étendent sur pas moins de 91 055 hectares, soit 9 fois la surface de Paris (ou à peu près la surface de la Martinique). Mais, mauvaise nouvelle, elles tendent à se réduire. Si les mangroves de Polynésie ont progressé de + 30 % sur la décennie 2011-2020, celles de Saint-Barthélemy accusent une réduction de 65 % (entre 1954 et 2020). Et globalement, la tendance est à la baisse. Pour protéger les territoires des risques climatiques et préserver la ressource halieutique, les initiatives de restauration viennent compléter les actions de sensibilisation.

Attention blanchissement

De multiples couleurs, une faune incroyablement variée : il est facile de visualiser des récifs coralliens en bonne santé, refuge de bancs de poissons, tortues, crustacés, mollusques, holothuries... Pour autant, cet écosystème si riche et si précieux est aujourd'hui en danger, particulièrement menacé par le changement climatique ainsi que par les pollutions et l'ancrage d'embarcations. Les récifs coralliens, qui sont, rappelons-le, des colonies d'animaux, sont comme les mangroves des zones d'alimentation, de refuge et de nurserie de la faune ; et absorbent également la puissance de la houle. Leur valeur écosystémique (leurs services rendus, ndr) atteint 1 300 millions d'euros dans les Outre-mer, et plus de 860 millions d'euros en Polynésie française et Nouvelle-Calédonie. En Martinique et en Guadeloupe, la situation est cependant préoccupante, avec

une diminution importante de la couverture corallienne, pour partie causée par l'assainissement dysfonctionnel, et un taux de blanchissement record depuis l'épisode de 2023. La restauration a donc plus que jamais sa place dans les actions des institutions, des associations et des pouvoirs publics.



Restauration en cours

Martinique • Reconquête et résilience de la mangrove de Port-Cohé

Sur le littoral de la ville du Lamentin, l'association Roots of the Sea - Rasin Lanmè prépare le terrain pour un grand projet d'extension de la mangrove de Port-Cohé, à travers la mise en pépinière sur site puis la plantation de palétuviers blancs et rouges, sur une surface totale de 1 800 m².

Ce projet est soutenu par la CACEM, la ville du Lamentin dans le cadre du projet BestLife2030.

Mayotte • Solution fondée sur la mangrove pour la protection de Mangajou

À Mayotte, l'entreprise SeaBoost envisage de créer des structures poreuses et modulaires, à l'image des caractéristiques de la mangrove locale. Fabriquées à partir de matériaux locaux, ces structures créeront une mangrove artificielle destinée à lutter contre l'érosion littorale.

Ce projet est mené en partenariat avec l'OFB, le Parc naturel marin de Mayotte et le Conservatoire du littoral.

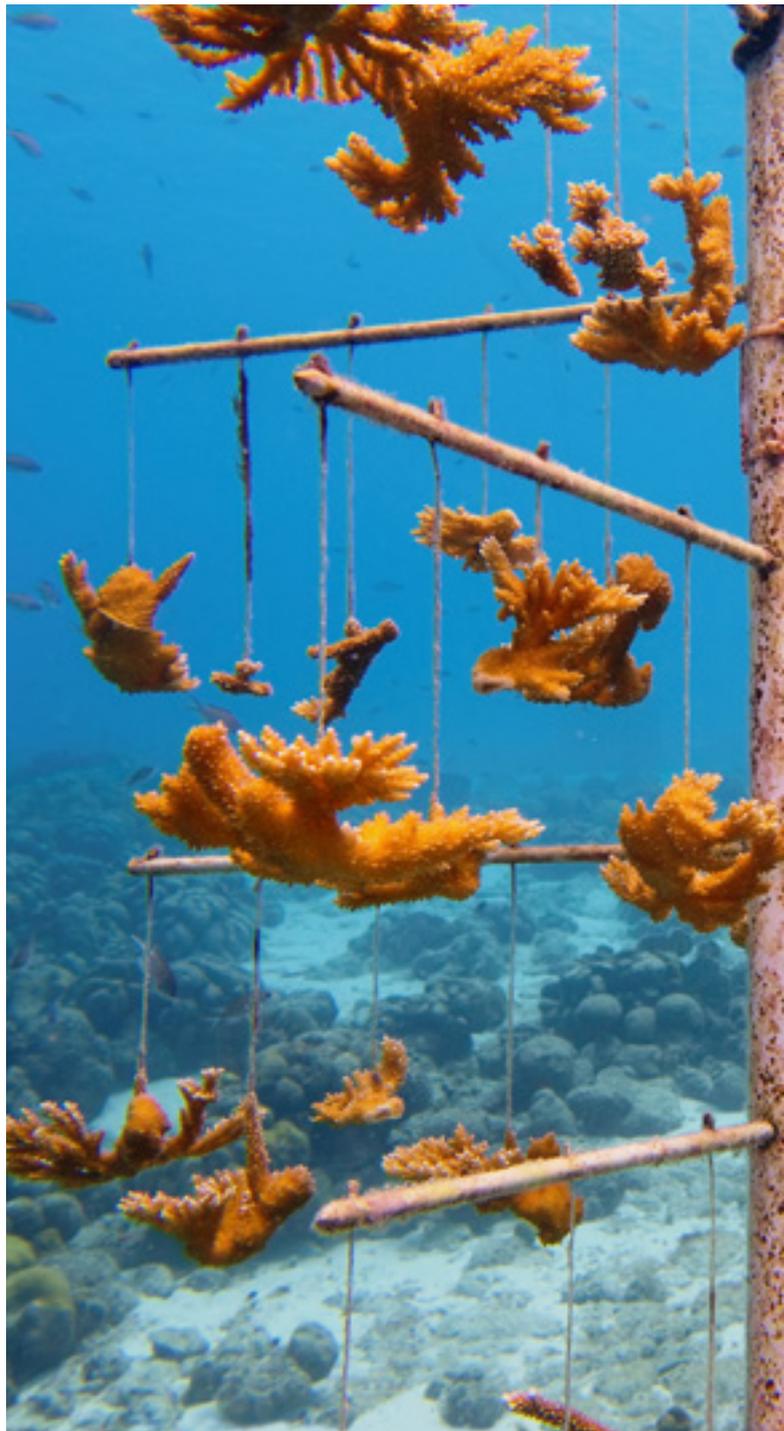


Palétuviers gros-poumon de Mayotte. © Serge Melesan

Polynésie française • TO'A NU'UROA

À Tahiti, les coraux ont non seulement été victimes de blanchissement mais sont également menacés par une algue envahissante. Les associations Tamar'i Pointe des pêcheurs et Tamarii no te moana se sont donné pour mission d'étendre la couverture corallienne par l'arrachage de ces algues et leur valorisation d'une part, et d'autre part, par la multiplication des coraux par microfragmentation et microbouturage.

Ce projet pilote est mené jusqu'en 2025 et est soutenu par l'OFB.



Bouturage de corail. © Tunatura.

SARGASSES : FLÉAU OU FILIÈRE D'AVENIR ?

Par Fabiola Dor. Photo Eye&Eye



Les échouages massifs de sargasses dans la Caraïbe nous obligent à repenser notre rapport à l'environnement marin. Ce défi, à la croisée des enjeux climatiques, sanitaires et socio-économiques, appelle une réponse collective.

Chercheurs, entrepreneurs, collectivités et associations expérimentent, tentent des initiatives pour leur donner une seconde vie. À Saint-Barth, **Sargasse Project** transforme les algues en emballages. À la Barbade, **Rum and Sargassum** en fait un carburant. Au Mexique, **Sargablock** fabrique des briques de construction. En Bretagne, **Algopack** crée un

plastique biodégradable. **Paradoxal Surfboards** a même tenté des planches de surf.

En Guadeloupe et en Martinique, la recherche avance du charbon actif pour dépolluer les sols (**PYROSAR**), réduction des gaz (**SARGEX**) ou valorisation de biomasse (**Sargood**). Prochaine étape : structurer une filière régionale. Mutualiser les savoirs. Financer la R&D. Former. Industrialiser. En clair, les sargasses ne vont pas disparaître. Mais elles peuvent devenir un levier économique. À nous de jouer !



RÉSILIENCE

PUBLI-REPORTAGE

CHANGEMENT CLIMATIQUE : ET SI LES SOLUTIONS ÉTAIENT DANS LA NATURE ?

Par Caroline Bablin



Jean-Pierre Chalus, président du directoire du GPMG. © Lou Denim.

FACE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, LE GRAND PORT MARITIME DE LA GUADELOUPE MISE SUR LES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE DANS LE CADRE DU PROJET LIFE ADAPT'ISLAND. EXPLICATIONS AVEC LE PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE DU GPMG, JEAN-PIERRE CHALUS.

Qu'est-ce qui a motivé le Grand Port Maritime de la Guadeloupe à s'engager dans le projet LIFE Adapt'Island ?

Par sa position à l'interface de la terre et de la mer, au contact de milieux naturels exceptionnels mais très fragiles, le Grand Port Maritime de la Guadeloupe assume, par la force des choses, une responsabilité écologique. C'est une position qui nous oblige à être très attentifs au milieu qui nous entoure. Les mangroves, les récifs coralliens et les herbiers subissent de multiples pressions : l'urbanisation, le changement climatique, la submersion marine, et les travaux d'aménagement dont le port est parfois à l'origine. C'est une conviction profonde et ancienne d'intégrer cette dimension écologique à la culture du port, avec le programme Cayoli, dès 2016, puis avec le projet LIFE Adapt'Island, soutenu financièrement par l'Union européenne via le dispositif LIFE, et qui arrive aujourd'hui à son terme.

En quoi le projet LIFE Adapt'Island est-il innovant ?

Le projet est innovant par sa méthodologie, qui combine suivi scientifique international, ingénierie écologique, participation citoyenne avec l'organisation de conférences et meetings ouverts au plus grand nombre et la mise en œuvre des solutions fondées sur la nature. Nos actions ont porté sur la restauration de trois milieux fragiles sur plusieurs sites autour de l'archipel : la plantation de palétuviers dans la mangrove, la création de nurseries de coraux que nous avons ensuite réimplantés sur des récifs dégradés et la restauration d'herbiers marins. Le projet lancé fin 2019 a pu être mené à terme, malgré les difficultés liées à la crise sanitaire, grâce à l'engagement de tous nos partenaires. C'est une méthodologie lourde, mais répliquable. Le projet est potentiellement intéressant pour d'autres sites que le nôtre, dans la Caraïbe ou ailleurs, avec sans doute quelques adaptations locales.

Vous évoquez un suivi scientifique international. Concrètement, comment cela s'est-il déroulé ?

L'Ifreco (Initiative française pour les récifs coralliens), mais aussi les universités des Antilles, de Bretagne occidentale et de La Rochelle, ont pris part au projet. En juillet 2023, nous avons ainsi organisé un symposium international sur le changement climatique et les écosystèmes côtiers, durant deux jours, au Gosier. Le comité scientifique était composé d'experts des universités de Trinidad et Tobago, de la Jamaïque, de l'université James Cook en Australie...

Et au-delà des scientifiques, de nombreux partenaires institutionnels, ONG et collectivités locales se sont impliqués dans le projet. C'est vraiment une équipe pluridisciplinaire qui s'est constituée autour du GPMG, de l'URAPEG-France Nature Environnement Guadeloupe, qui a relayé le projet au niveau régional, et de Pilot4DEV, think tank bruxellois indépendant qui apporte son appui pour la dissémination du projet à l'échelle européenne. Deux workshops ont d'ailleurs été organisés à Paris et Barcelone en avril. À travers la littérature qui a été produite et les interventions lors de colloques, les travaux qui ont été menés continueront de porter les couleurs de la Guadeloupe bien au-delà de l'archipel.



© Pépinière de coraux. © M. Aymar Coraibes.

Le projet LIFE Adapt'Island en chiffres

4,7 millions d'euros, c'est le coût global du projet LIFE Adapt'Island, soutenu à hauteur de 55 % par l'Union Européenne.

6 ans, de 2019 à 2025, c'est la durée totale du projet.

50 000 m² de mangroves restaurées par la plantation de palétuviers.

17 nurseries coralliennes installées.

2 244 fragments coralliens transplantés.

140 herbiers marins implantés.



De gauche à droite. Cléo BARON, Estella ANNONI, Nicolas DIAZ, Sita NARAYANAN, Lou FROTTE, Jessica MONDESIR.

RAHUI NUI : DES PRATIQUES ANCESTRALES AU SERVICE DE LA PÊCHE

Par Jenny Hunter

AUX AUSTRALES, L'ASSOCIATION RAHUI NUI NO TUHA'A PAE PORTE UN PROJET D'AIRE MARINE PROTÉGÉE D'UN MILLION DE KM², ALLIANT SAVOIRS ANCESTRAUX, PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET RELANCE DE L'ÉCONOMIE LOCALE.

Depuis plus de dix ans, les habitants des îles Australes portent un projet ambitieux : créer une aire marine protégée (AMP) d'un million de kilomètres carrés, baptisée Rāhui Nui nō Tuha'a Pae. Cette initiative, à la fois écologique et culturelle, s'appuie sur une pratique polynésienne ancestrale : le rahui.

Pour les non-initiés, le rahui est une interdiction temporaire d'exploitation d'une zone maritime — lagon, baie ou haute mer — visant à permettre aux écosystèmes marins de se régénérer. Cette tradition, tombée en désuétude avec la colonisation, connaît un renouveau depuis une vingtaine

d'années en Polynésie. Jadis pratiqué dans tout le triangle polynésien — entre Hawaï, l'île de Pâques et la Nouvelle-Zélande —, le rahui est aujourd'hui reconnu comme un outil durable de gestion des ressources marines, respectueux des savoirs locaux.

Plus d'une tonne de poissons

De manière très concrète, en interdisant la pêche sur certaines zones, le rahui agit comme une sorte de jachère marine, permettant aux espèces de se développer et de repeupler naturellement les zones voisines. À Teahupoo, un rahui strict interdit la pêche sur 700 hectares depuis 2014. En 2023, une levée temporaire a permis de pêcher plus d'une tonne de poissons en deux matinées, preuve de son efficacité.

Soutenu par les scientifiques

Aux Australes, l'association Rāhui Nui nō Tuha'a Pae milite depuis 2016 pour une AMP inédite, avec une zone de pêche artisanale autour des îles et une zone stricte sans pêche jusqu'aux limites de la Zone Économique Exclusive.



Pendant plus de quatre ans, des études et des consultations ont été menées avec les habitants de Rimatara, Rurutu, Raivavae, Tubuai et Rapa.

Le projet est soutenu par les scientifiques, la Fédération des associations de protection de l'environnement (FAPE) et la majorité des pêcheurs locaux, inquiets de la raréfaction des ressources. À Tubuai, la coopérative compte cinq pêcheurs professionnels qui doivent aller toujours plus loin en mer pour trouver du poisson. « Parfois, on revient une semaine sans rien », confie Tuatea Tumarae. Le maire Fernand Tahiatia renchérit : « Même pour les cantines scolaires, on commande du poisson à Tahiti. »

Un enjeu politique

Au-delà de l'urgence écologique, cette AMP est un enjeu politique et culturel. Elle contribuerait à l'objectif de l'ONU de protéger 30 % des océans d'ici 2030, tout en renforçant la souveraineté alimentaire et les savoirs traditionnels. Ce projet, présenté à la 3e Conférence des Nations Unies sur l'Océan à Nice en juin 2025, est une occasion de rappeler que les populations locales, par leurs pratiques ancestrales, sont en première ligne contre la surpêche et le changement climatique. Mais il faut leur donner les moyens de respecter ces protections.

Pas mal d'obstacles

Les obstacles restent nombreux : braconnage, surveillance limitée, manque d'engagement politique. « Environ 15 % ne respectent pas le rahui », alerte Clément Vergnhes, président de la FAPE. « Sans moyens de surveillance, les 85 % qui respectent risquent de se décourager. » Les comités locaux veulent s'impliquer, mais manquent de ressources humaines et financières. La fondation Pew Bertarelli a versé cinq millions XPF (42 000 euros), une aide bienvenue mais insuffisante. « On envisage d'acheter un drone et de former un membre du comité par île, ce qui coûterait 4,5 millions XPF (37 720 euros) », détaille l'expert. « On envisage aussi de recruter des gardes-nature, mais il faudrait adapter certains contrats aidés pour cela. »

Complexité du terrain

Sur le terrain, le défi est de concilier protection de la biodiversité, subsistance des populations et tourisme. À Bora Bora, une zone de rahui devrait être bientôt délimitée dans le lagon de Matira, un test crucial dans une zone très fréquentée. Pour les Australes, tout est prêt. Le dernier mot revient au gouvernement, appelé à soutenir un projet qui unit tradition, innovation et avenir durable des océans polynésiens.



Le rahui est aujourd'hui reconnu comme un vrai outil en faveur de l'environnement !

L'OFFICE DE L'EAU MARTINIQUE, ENGAGÉ POUR LA PRÉSERVATION DES MILIEUX AQUATIQUES À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

DEPUIS LA PROMULGATION DE LA LOI OUDIN-SANTINI EN 2005, LES OFFICES ET AGENCES DE L'EAU SONT AUTORISÉS À CONSACRER JUSQU'À 1 % DE LEUR BUDGET À DES ACTIONS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE. DANS CE CADRE, L'OFFICE DE L'EAU DE LA MARTINIQUE (ODE) AFFIRME PLEINEMENT SON ENGAGEMENT EN STRUCTURANT SON ACTION AUTOUR DE DEUX AXES MAJEURS : LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE AU SEIN DE LA CARAÏBE ET LA PARTICIPATION ACTIVE AUX INSTANCES INTERNATIONALES DE GOUVERNANCE DE L'EAU.

AINSI, L'ODE MARTINIQUE EST UN ACTEUR RECONNU ET MOBILISÉ DANS DE NOMBREUSES DYNAMIQUES RÉGIONALES ET INTERNATIONALES.



© Fabien Lheureux / Your Vizion et Marc Marsillon.

Un engagement artistique et diplomatique pour l'eau

En mars 2025, la Martinique a accueilli la troisième étape de l'exposition itinérante internationale « WE ARE WATER », conçue dans le cadre du 10e Forum mondial de l'eau. Cette initiative portée par le Secrétariat international de l'eau (SIE), en partenariat avec la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC), valorise les actions menées dans les territoires pour la protection des milieux aquatiques.

Ce projet artistique et engagé s'appuie sur une collaboration avec les jeunes du Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau et l'artiste Liina Klauss. Après Bali et Bakou, c'est au cœur de la mangrove martiniquaise que s'est tenue cette performance symbolique, destinée à renforcer la sensibilisation aux Objectifs de développement durable (ODD), notamment ceux relatifs à l'eau (ODD 6) et à la lutte contre le changement climatique (ODD 13).



© Marc Marsillon.

L'étang des Salines : une zone humide d'intérêt international

L'étang des Salines, site d'exception situé à la pointe Sud de la Martinique, a été désigné zone humide d'importance internationale au titre de la Convention de Ramsar. Ce lagon littoral de 97 hectares constitue un écosystème riche, composé de mangroves, de savanes, de forêts sèches et de fourrés, et joue un rôle essentiel dans la préservation de la biodiversité.

Le site accueille une faune remarquable avec plus de 40 espèces recensées, dont des crustacés, des poissons et des oiseaux migrateurs et sédentaires. Il représente également un espace tampon entre les eaux douces issues du ruissellement et les eaux salées des deux façades maritimes de l'île : la mer des Caraïbes et l'océan Atlantique.

Préserver un patrimoine naturel en danger

Les mangroves de la Martinique, couvrant environ 1 888 hectares en 2020, subissent de nombreuses pressions liées à l'urbanisation, aux aménagements côtiers et aux changements hydrologiques. Selon les dernières études, 82 % de ces milieux sont dégradés, avec des conséquences directes sur les écosystèmes qu'ils abritent et les services rendus aux populations.

Face à ces menaces, la contribution de la Martinique à l'exposition « WE ARE WATER » témoigne de la volonté de l'ODE, de la ville de Sainte-Anne, de l'Office national des forêts, et du Conservatoire du littoral de porter à l'échelle mondiale un message fort en faveur de la préservation des zones humides.



Plus de 85 personnes ont participé à cette performance. © Marc Marsillon.

Vers une reconnaissance internationale renforcée

La performance artistique accueillie en Martinique s'inscrit dans une dynamique de mobilisation croissante, qui se poursuivra jusqu'à la Conférence des Nations Unies sur l'Eau à Dubaï en 2026. En mettant en lumière la mangrove comme un écosystème clé, la Martinique affirme son rôle de territoire pilote pour une coopération internationale ambitieuse, au service de la durabilité des milieux aquatiques.

SAINT-MARTIN, TERRITOIRE EN ALERTE : RÉCIFS EN PÉRIL, SARGASSES EN DÉRIVE, LA BIODIVERSITÉ MENACÉE !



CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'OCÉAN (UNOC3)

« Alors que Nice accueille la Conférence des Nations Unies sur l'Océan (UNOC3), Saint-Martin, petit territoire insulaire des Antilles françaises, se retrouve en première ligne des dérèglements marins et climatiques. La disparition progressive des récifs coralliens, rongés par le réchauffement, les pollutions et les pressions anthropiques, affaiblit nos défenses naturelles, appauvrit les habitats marins et la biodiversité, et compromet les économies locales, notamment la pêche artisanale et le tourisme côtier.

Saint-Martin vit essentiellement du tourisme, ses paysages verdoyants et ses plages bleu turquoise représentent à eux seuls de formidables atouts pour attirer les visiteurs. En réalité, l'envers du décor est tout autre et nos richesses naturelles sont aujourd'hui menacées. Les algues sargasses s'invitent chaque année plus nombreuses sur la côte Nord-Est de l'île. Envasement des baies, relargage toxique d'hydrogène sulfuré, dégâts sur la faune et les infrastructures directement exposées : cette marée brune a des conséquences sur la santé publique et l'environnement et symbolise l'effet boomerang des déséquilibres globaux. Elle révèle aussi l'urgence d'un pilotage et d'un

financement structurel à l'échelle mondiale pour affronter une crise devenue chronique qui pèse financièrement trop lourdement sur les territoires, dont la Collectivité de Saint-Martin pourtant accompagnée par l'État.

À ces maux s'ajoute l'érosion côtière, silencieuse mais dévastatrice, induite par l'élévation du niveau des océans. Les plages reculent, les écosystèmes lagunaires se délitent, routes et bâtiments littoraux s'enfoncent dans l'incertitude à court terme maintenant. Ici comme ailleurs, les barrières naturelles cèdent sous la pression d'un développement économique mondial dont les conséquences sont aujourd'hui visibles et auxquelles il faut ajouter la récurrence des événements cycloniques.

Mais une fenêtre s'ouvre. L'Union européenne a clairement identifié des gisements importants de ressources pour l'éolien offshore dans la ZEE de Saint-Martin. Exploiter ce potentiel pourrait répondre à moyen terme à la double exigence : décarboner notre production d'énergie et créer des opportunités économiques locales. Reste à garantir un modèle d'aménagement juste, respectueux des milieux marins et inclusif des populations.

À Saint-Martin, comme partout mais certainement plus qu'ailleurs, les océans sont un indicateur, mais surtout le pilier de la construction sociétale. L'UNOC3 doit être l'occasion d'exiger des engagements concrets, à la hauteur des vulnérabilités et des ressources de nos îles qui sont en première ligne des impacts du changement climatique. »

Louis MUSSINGTON

Président de la Collectivité de Saint-Martin



ACROPORA blanc - ©ARNSM (association Réserve Naturelle de Saint-Martin).



INNOVER

SPIRULINE : UNE AQUACULTURE DOUCE POUR PROTÉGER LES OCÉANS ?

Par Daphné Lermercier. Photo Ferme Spirea

ET SI L'AVENIR DES OCÉANS SE JOUAIT... SUR LA TERRE FERME ? À LA RÉUNION, DES PRODUCTEURS MISENT SUR LA SPIRULINE, CULTIVÉE EN EAU DOUCE ET EN CIRCUIT FERMÉ. UNE ALTERNATIVE LOCALE ET ÉCOLO POUR SOULAGER LA MER ET PRODUIRE DES PROTÉINES AUTREMENT !

Elle ne vient pas de la mer, mais elle pourrait bien la protéger. À Sainte-Marie, dans le nord de La Réunion, la ferme Spirea mise sur la spiruline, une sorte de microalgue de couleur verte qui contient cinq à dix fois plus de protéines que la viande, cultivée en eau douce et en circuit fermé. Sanassy Duquesne, à la tête de cette exploitation, lancée en 2013, défend une aquaculture douce et locale, qui propose une alternative crédible aux élevages de poissons ou de crevettes, et ce, sans pression sur les écosystèmes marins.

Un aliment du futur

Côté business, même si le chiffre d'affaires annuel 2024 reste modeste — autour de 100 000 euros — la conviction est intacte. « *C'est peu comparé aux autres filières aquacoles, mais ça reflète une autre manière de produire. La spiruline peut vraiment contribuer à nourrir La Réunion autrement* », souligne Sanassy Duquesne. Et d'ajouter : « *C'est un super-aliment riche en protéines, fer et antioxydants... l'un des plus complets qui existent.* » D'ailleurs, dès 1974, la FAO avait désigné la spiruline comme un « *aliment du futur* » pour lutter contre la malnutrition, notamment grâce à sa teneur exceptionnelle en protéines, entre 65 et 70 %.

Sans surprise, cette algue séduit aussi bien les sportifs que ceux en quête de protéines végétales. « *Elle ne soigne pas le diabète, mais peut aider à mieux réguler la glycémie* », renchérit Sanassy Duquesne, un atout important dans un territoire où cette maladie reste fréquente.

Simple et écolo

Cultivée dans des bassins alcalins, cette cyanobactérie — des micro-organismes qui se développent dans les eaux douces peu profondes et riches en nutriments — profite du climat stable de l'île. « *Même en hiver austral, la production reste très bonne* », précise la productrice. Le procédé est simple et écologique : « *On recrée ses conditions naturelles — eau, lumière, sels minéraux* », explique-t-elle. Sans pesticide ni produit chimique, la spiruline s'inscrit dans une démarche d'agriculture durable. « *Elle consomme peu d'eau grâce à un circuit fermé, capte du CO₂ et rejette de l'oxygène, comme une plante* », ajoute Sanassy Duquesne.



Encore jeune

Tous les indices sont au vert : une production sobre et non polluante, qui préserve les milieux marins tout en offrant une alternative protéique à la viande ou au poisson. Malgré ces qualités, la filière reste jeune et peine à s'imposer comme un pilier de l'économie bleue réunionnaise. Le potentiel est pourtant là : la ferme peut produire jusqu'à 2,5 tonnes par an, mais n'en commercialise aujourd'hui que 500 à 600 kilos. Affaire à suivre.



Sanassy Duquesne, à la tête de la ferme Spirea, cultive la spiruline avec soin et conviction.



Bassins alcalins de spiruline sous serre à la ferme Spirea, à Sainte-Marie (La Réunion), où les conditions sont idéales à son développement.

LES OUTRE-MER EN PREMIÈRE LIGNE POUR UNE PÊCHE DURABLE

Par Jenny Hunter

PROTECTION DES RESSOURCES, URGENCE CLIMATIQUE, ÉCONOMIE CIRCULAIRE : LES TERRITOIRES ULTRAMARINS MULTIPLIENT LES INITIATIVES POUR CONSTRUIRE UNE PÊCHE PLUS ÉQUITABLE ET PLUS RESPECTUEUSE DES ÉCOSYSTÈMES.

En juin 2025, à l'occasion de l'UNOC3, la France annonce la ratification du traité international sur la biodiversité des zones situées au-delà de la juridiction nationale (BBNJ), signé par 115 États depuis septembre 2023. Un texte inédit ouvrant la voie à la création d'aires marines protégées en haute mer. Un tournant aussi, notamment pour les territoires français d'Outre-mer, directement concernés par les effets du dérèglement climatique et de la surexploitation des ressources. L'enjeu est clair : préserver des zones maritimes parmi les plus vastes et riches en biodiversité du globe, tout en soutenant une économie de la pêche plus durable

Réchauffement des océans : une alerte scientifique.

« Les océans sont en crise », alerte Tamatoa Bambridge, chercheur au CNRS en Polynésie française. « Les températures augmentent bien plus vite que prévu, avec des effets en cascade sur l'économie et la pêche. » L'anthropologue pointe aussi un autre fléau : la pollution plastique. Selon les estimations, entre 4 et 10 millions de tonnes de plastique finissent chaque année dans l'océan. Un danger direct pour les poissons — et donc pour les pêcheurs. « Rien ne se dégrade vraiment en mer. Le plastique entre dans la chaîne alimentaire. À part arrêter d'en produire, il n'y a pas de vraie solution », renchérit l'expert.



À La Réunion comme en Polynésie française, certaines espèces sont désormais pêchées selon un calendrier strict. © Romain Pinel.



Bassin Pirogue, l'Étang-Salé-les-Bains, île de La Réunion.

Des territoires en action

Face à l'urgence, les territoires d'Outre-mer s'activent et développent chacun leurs propres leviers pour faire de la pêche un secteur plus responsable.

En Nouvelle-Calédonie

Depuis 2020, une certification « pêche responsable côtière » valable pour trois ans est attribuée aux professionnels engagés dans une démarche durable. Objectif : valoriser les bonnes pratiques et casser les stéréotypes. « *On n'est pas des destructeurs. Nous, on veut que nos enfants puissent continuer à vivre de la mer* », explique le pêcheur Christophe Pierron. Sur le même territoire, la pêche aux holothuries (concombres de mer), très prisée, est strictement encadrée par les provinces Nord, Sud et les îles Loyauté : quotas, tailles minimales, interdictions selon les espèces, plans de gestion avec les populations locales.

À La Réunion

Le bichique, alevin très consommé localement, ne peut être pêché que du 1er septembre au 28 février. Une fermeture de six mois a été instaurée depuis 2021 pour favoriser le renouvellement de l'espèce, aujourd'hui en déclin.

À Mayotte

Des zones de non-pêche ont été créées, comme celles de Saziley ou n'Gouja, afin de laisser les stocks se reconstituer. Ces réserves assurent un habitat sûr pour la reproduction et participent à la reconquête des ressources du lagon.

En Polynésie française

La flotte polynésienne est calibrée pour ne pas dépasser les 7 000 tonnes de poissons extraits par an. Les techniques de pêche sont encadrées : long liners uniquement, quotas, tailles minimales, observateurs embarqués. « *Comparée aux grandes flottes internationales, la Polynésie reste un modèle de pêche raisonnée* », souligne Tamatoa Bambridge.

Une logique d'économie circulaire

Au-delà de la pêche elle-même, plusieurs territoires s'engagent aussi dans des projets de valorisation des déchets marins. En Martinique, par exemple, des coopératives transforment les déchets de poisson en engrais ou en aliments pour l'élevage. Des modèles similaires existent à Lifou (Nouvelle-Calédonie) et Raiatea (Polynésie française). À La Réunion, d'anciens filets de pêche sont revalorisés en sacs ou cordages.

Un modèle à consolider

L'ensemble de ces initiatives montre que la pêche durable dans les Outre-mer n'est pas un slogan, mais une réalité en construction, souvent à l'initiative des pêcheurs eux-mêmes. Encore faut-il que ces démarches soient soutenues sur le long terme, à travers des politiques publiques cohérentes, une meilleure régulation internationale et une prise en compte des spécificités locales. La mer, (enfin !) reconnue comme un bien commun, ne pourra être protégée de manière efficace et efficiente sans un engagement fort des territoires qui en dépendent le plus.

LA SURPÊCHE DU LAMBI FRAGILISE L'ÉQUILIBRE MARIN EN DANGER

Par Jenny Hunter

Le lambi, trésor de la mer guadeloupéenne, est aujourd'hui menacé par la surpêche et le braconnage. Réputé pour sa chair savoureuse et sa coquille emblématique des traditions locales — une fois vidé, il devient un instrument de musique utilisé autrefois par des pêcheurs pour signaler leur arrivée ou annoncer un décès —, ce mollusque joue un rôle essentiel dans l'équilibre des écosystèmes marins. Face à la pression croissante, les autorités ont durci la réglementation : la pêche est réservée aux professionnels, autorisée du 1er octobre au 31 décembre jusqu'à 25 mètres de profondeur, et jusqu'au 31 janvier au-delà.

Pour lutter contre le commerce illégal, les pêcheurs doivent retirer le lambi de sa coquille devant le client. Des contrôles renforcés sont menés par la Direction de la Mer, avec des sanctions pouvant aller jusqu'à 22 500 € d'amende et six mois de prison.

Préserver le lambi, c'est préserver un patrimoine naturel et culturel. Ce mollusque nettoie les fonds marins et participe activement à la biodiversité. Sa pêche durable est essentielle pour l'économie locale et la bonne santé des habitats marins.



TAAF : UN MODÈLE DE PÊCHE DURABLE ?

Par Jenny Hunter

À L'HEURE OÙ LA SURPÊCHE FRAGILISE LES OCÉANS, LES TAAF MONTRENT QU'IL EST POSSIBLE DE PÊCHER AUTREMENT, ET DE MANIÈRE RESPONSABLE. UN VRAI EXEMPLE À SUIVRE POUR RÉPONDRE À L'URGENCE ÉCOLOGIQUE !

Peu connues, les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) jouent un rôle essentiel face aux enjeux climatiques mondiaux. Ce territoire d'outre-mer unique se compose de cinq districts : Crozet, Kerguelen, Saint-Paul et Amsterdam, la Terre Adélie, ainsi que les îles Éparses.

Prenons l'exemple de l'île d'Amsterdam, située dans l'océan Indien, à mi-chemin entre l'Afrique du Sud et l'Australie. En janvier dernier, un incendie a détruit la moitié de cette île, classée au patrimoine mondial de l'Unesco. Pourtant, elle abrite un écosystème exceptionnel : on y trouve l'albatros d'Amsterdam, une espèce que l'on ne trouve nulle part ailleurs, ainsi que 84 % de la population mondiale d'albatros à bec jaune. L'île est aussi un lieu de reproduction crucial pour les otaries à fourrure et les éléphants de mer.

De l'air pur

Ces territoires fragiles sont donc des zones clés pour la biodiversité et la recherche scientifique, essentielle pour mieux comprendre et protéger notre planète. À la pointe Bénédicte, se trouve l'un des deux observatoires

mondiaux de mesure de la pollution atmosphérique de fond, géré par le LSCE (Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement). « L'isolement géographique de l'île permet des relevés dans un environnement presque totalement vierge de pollution humaine », explique Marc Delmotte, responsable de la station.

Des règles strictes

Mais les TAAF incarnent aussi un modèle de gestion assez particulier. La pêche à la légine australe, poisson prisé et lucratif, y est strictement encadrée. Dans les zones de Crozet et Kerguelen, seuls sept navires sont autorisés à pêcher sous licence, avec quotas, zones délimitées, et règles strictes : palangres posées la nuit, en profondeur, pour préserver les oiseaux marins. Chaque marée – trois à quatre par an, durant deux à trois mois – se déroule sous la surveillance continue d'un agent des TAAF, présent en à bord.

Biodiversité 2030

En parallèle, des missions scientifiques sont toujours en cours pour mieux comprendre ces écosystèmes fragiles. La Stratégie nationale pour la biodiversité 2030 vise à renforcer la protection des milieux glaciaires.



Albatro d'Amsterdam. © Antoine Lamielle.

EN BREF

La gestion de ces espaces se fait à trois niveaux : local, avec l'administrateur des TAAF, national, grâce au Code rural et de la pêche maritime, et international, puisque la France est membre de la CCAMLR, l'organisation chargée de protéger la faune et la flore marines en Antarctique.

NOS OCÉANS SOUS SURVEILLANCE

Par Axelle Dorville

DOTÉS DE RICHES ÉCOSYSTÈMES*, AU CARREFOUR DE MULTIPLES PRESSIONS, LES TERRITOIRES ULTRAMARINS SONT DE VÉRITABLES LABORATOIRES POUR ÉTUDIER LE MILIEU MARIN, LES ESPÈCES QUI Y VIVENT, SON ÉVOLUTION ET SES STRATÉGIES D'ADAPTATION AUX DIFFÉRENTES MENACES. POUR CE FAIRE, LES TECHNOLOGIES DE SUIVI ACOUSTIQUE, CHIMIQUE OU PHYSIQUE SONT ESSENTIELLES. PANORAMA DE QUELQUES PROGRAMMES SCIENTIFIQUES MENÉS DANS LES OUTRE-MER ET DES TECHNOLOGIES DE SUIVI ASSOCIÉES.

À l'écoute des fonds marins

Dans les eaux ultramarines, plusieurs hydrophones (des micros sous-marins, ndlr) captent ce que les observations visuelles ponctuelles ou nos propres oreilles humaines ne peuvent déceler. À La Réunion, à Mayotte et aux îles Éparses dans l'océan Indien, en Nouvelle-Calédonie et en Guadeloupe, la société réunionnaise **Reef Pulse** installe des **hydrophones fixes** destinés à évaluer l'état de santé des récifs coralliens, grâce aux données acoustiques. Mesures de la pollution sonore, quantification des populations, détection d'activité : les hydrophones assurent un suivi passif (non-intrusif donc) et continu de la vie des récifs, permettant d'obtenir des données qui, couplées aux

techniques d'observation visuelle, informent la prise de décision pour mieux préserver et protéger les espèces et leurs habitats.

Dans le **Sanctuaire Agoa**, dédié à la protection des mammifères marins des Antilles françaises, ce sont cette fois-ci des **hydrophones mobiles** qui sont chargés de collecter des données sur les populations de dauphins, baleines ou encore cachalots vivant et circulant dans ces eaux. Installés sur des planeurs sous-marins autonomes appelés gliders, ils permettent à la fois d'identifier les espèces, de fournir des données de localisation et de dresser un portrait du paysage sonore sous-marin de la Martinique, pour commencer.

Des balises pour suivre à la trace

Considérées comme des techniques de suivi scientifique plus intrusives, les balises sont des traceurs satellitaires accrochés à des individus des espèces ciblées, afin de mieux connaître leurs déplacements. Engagée pour la protection des tortues marines de Polynésie française, l'association **Te mana o te moana** équipe les tortues qu'elle soigne de **balises Argos**, au moment de les relâcher. Ce suivi a par exemple permis de montrer que si les femelles viennent pondre en Polynésie, elles passent en réalité la plus grande partie de leur vie dans les eaux de Wallis-et-Futuna et de Fidji. Dans les TAAF, au sein des îles Éparses, et sur l'île d'Europa plus précisément, le projet pilote **PIOT** pour les tortues marines de l'océan Indien s'est d'ailleurs attaché à tester un prototype de balises innovantes connectées à des stations de réception, pour le suivi en milieu contraignant des migrations des tortues vertes et tortues imbriquées.

Des programmes multidisciplinaires.

Cela fait déjà plus de 12 ans que le programme **PROTEKER** s'est donné pour mission de réaliser un inventaire de la biodiversité sous-marine de l'île Kerguelen dans les TAAF, ainsi que d'effectuer un suivi des effets du changement climatique. Ici, c'est une multitude de techniques qui sont mobilisées, de la collecte d'échantillons ADN à la mise en place de capteurs physiologiques, en passant par des prises d'images vidéos pour analyser la dynamique des fonds marins côtiers. Dans la même veine et toujours dans les TAAF, on peut également mentionner le programme **ORNITHOECO**, axé sur le suivi comportemental, d'abondance et de contamination des oiseaux et mammifères marins par marquage, et ce depuis plus de 60 ans. Depuis quasiment toujours et plus que jamais, les Outre-mer sont de véritables laboratoires du monde marin.

*Les Antilles françaises, la Polynésie française, les îles de l'océan Indien et la Nouvelle-Calédonie font notamment partie des 36 hotspots, points chauds de la biodiversité mondiale.

BALGUERIE

— O U T R E - M E R —

www.balguerie-group.com



SPÉCIALISTE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE INTERNATIONALE

1 250

COLLABORATEURS

650M€

DE FACTURATION

320 000

DOSSIERS TRAITÉS
PAR AN

IMPLANTATIONS | GUADELOUPE • MARTINIQUE • SAINT-MARTIN • GUYANE
PAPEETE • DUNKERQUE • ROUEN • LE HAVRE • PARIS-ORLY

Balguerie Group prend en compte les impacts de ses activités sur l'environnement, la société et l'économie, tout en travaillant à assurer sa pérennité à long terme. ”

*Chiffres Balguerie Group



ACTEUR DE
RÉFÉRENCE SUR
LE PÉRIMÈTRE ULTRAMARIN

POUR VOUS ACCOMPAGNER

PATRIMOINE

QUAND LES TRADITIONS LOCALES DEVIENNENT PATRIMOINE DE L'HUMANITÉ

Par Noémie Dutertre

SYMBOLE IDENTITAIRE, DÉFI SPORTIF, ÉVÉNEMENT POPULAIRE : LA YOLE RONDE INCARNE À ELLE SEULE UN PAN UNIQUE DE L'HISTOIRE ET DE LA CULTURE MARTINICAISE. L'UNESCO L'A D'AILLEURS INSCRITE EN 2020 AU REGISTRE DES BONNES PRATIQUES DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMATÉRIEL, CONSACRANT AINSI SON RÔLE FONDAMENTAL DANS LA MÉMOIRE COLLECTIVE DE L'ÎLE.

À chaque période de grandes vacances, le Tour des yoles fait vibrer la Martinique ! Sur les plages ou en mer, les familles affluent pour suivre les étapes de cette grande fête maritime. Isabelle Malborough, présidente de la Fédération des yoles rondes, veille à perpétuer cet héritage tout en l'adaptant aux réalités contemporaines. « Cette année, nous célébrons 40 ans de pratique sportive », se réjouit-elle.

En 2025, environ 900 personnes sont licenciées pour la pratique de la yole, et 27 embarcations appelées « bébés-yoles » sont actives cette année. Ces bateaux plus petits permettent une initiation progressive, dès 8 ans, à cet art exigeant, reconnu par l'Unesco en 2020. « Les bébés-yoles sont « l'antichambre » de la grande yole, permettant la continuité de la pratique », abonde la présidente.

Une création martiniquaise

Née du savoir-faire des pêcheurs des communes situées sur la côte Atlantique de l'île, la yole ronde est une création créole, issue d'un métissage culturel et technique. « C'est le fruit des charpentiers de marine martiniquais, d'un métissage, inspiré à la fois du gommier (ou gombyé) amérindien et de la yole européenne », explique Maguy Moravie, anthropologue et autrice de *La yole ronde en Martinique. Symbole d'une société en mutation*, publié en février 2023 [1].

Selon l'experte, la yole a permis aux Martiniquais de se reconnaître en dehors des références coloniales. « C'est un espace identitaire vierge, rattaché à la mer, aux pêcheurs, à notre propre histoire », analyse-t-elle. La reconnaissance l'Unesco valorise une singularité culturelle forte, propre à la Martinique.

La yole s'est progressivement imposée comme un objet de transmission et de fierté. Dans les années 1950-1960, les embarcations motorisées ont failli faire disparaître ce savoir-faire traditionnel. Mais les pêcheurs eux-mêmes ont initié un mouvement spontané de sauvegarde, en organisant les premières régates, ainsi que des paris qui ont suscité beaucoup d'enthousiasme.

La structuration de la yole se renforce grâce à des figures comme Georges Brival, à l'origine du Tour de Martinique en yoles rondes lancé en 1985. La yole devient alors bien plus qu'un bateau : un moteur économique, touristique et symbolique.

QU'EST-CE QU'UNE YOLE ?

La yole est un bateau fin et élancé. Son faible tirant d'eau lui permet de naviguer au plus près des côtes. Dotée d'une ou deux voiles, la yole requiert un équilibre constant assuré par les équipiers. Ils sont installés en dehors de la coque sur de longues perches amovibles, les « bwa drésé ». Naviguer sur une yole exige une grande agilité, un effort physique soutenu et une très bonne coordination.

EN 2025, ENVIRON 900 PERSONNES SONT LICENCIÉES POUR LA PRATIQUE DE LA YOLE, ET 27 EMBARCATIONS APPELÉES « BÉBÉS-YOLES » SONT ACTIVES CETTE ANNÉE.

LES RITUELS DE PROTECTION de l'embarcation et de l'équipage, ancrés dans la culture mais tabous.

- Fouettage et lavage de l'embarcation avec des produits spécifiques ;
- Objets de protection placés au fond du canot ;
- Rituels pour se protéger de la jalousie ;
- Pratiques magiques pour pénaliser l'adversaire. C'est d'ailleurs pour cela que les embarcations sont toujours surveillées la nuit.

[1] Maguy Moravie, *La yole ronde en Martinique. Symbole d'une société en mutation*, Éditions Karthala, Paris, 2023, 252 p.



Pour en savoir plus



© Jean-Albert Coopmann.

Un héritage vivant et un avenir à inventer

Destinée à perpétuer les traditions, « la transmission se fait dans la manière de naviguer, dans le maintien des pratiques magico-religieuses liées au milieu de la pêche, donc dans la sauvegarde des savoirs de navigation transmis », détaille Maguy Moravie. « Bien souvent, les fils des patrons réputés apprennent à leur tour à construire une yole. Et les familles fondatrices restent encore aujourd'hui très présentes. »

En effet, pour assurer sa pérennité, la yole doit aussi se réinventer. « Le modèle associatif montre ses limites. Il faut aller vers plus de professionnalisation », insiste l'anthropologue Maguy Moravie. « La population adhère, et continuera d'adhérer. Mais la vraie question est : comment renouveler les générations, maintenir l'intérêt et surtout financer cette activité à long terme sans dépendre exclusivement des aides publiques ? »

Un constat partagé par la présidente de la Fédération qui n'a pas encore mesuré tout l'impact économique du Tour. « Il y a de l'activité sur terre, en mer, et même dans les airs avec les drones ! Notre ambition est de bâtir un modèle viable, pour assurer l'avenir de notre discipline », indique-t-elle.

Pour réussir ce pari, la Fédération sait qu'elle doit innover, tout en restant attachée à l'authenticité de l'embarcation.

« C'est un matériel qui est quand même assez lourd à porter. On espère que les jeunes y mettront leur créativité pour le faire évoluer », observe Isabelle Malborough.

Car au-delà du sport, la yole conserve cette capacité unique à rassembler tout un peuple autour de ses valeurs, de son histoire, et de la mer.

1,2 MILLION D'EUROS DE BUDGET pour le Tour des yoles 2025

10,186 MILLIONS D'EUROS DE RETOMBÉES ÉCONOMIQUES [chiffres 2017]

10 à 20 ÉQUIPAGES

14 ÉQUIPIERS PAR YOLE

© Robin Lelièvre.

GRANDES TRANSATLANTIQUES : LES ULTRAMARINS PRÊTS À CONQUÉRIR L'OCÉAN

Par Sophia Désirée

ROUTE DU RHUM, TRANSAT CAFÉ L'OR, VENDÉE GLOBE... LES SKIPPERS ULTRAMARINS SORTENT DE L'OMBRE ET S'IMPOSENT PEU À PEU COMME DES ACTEURS INCONTOURNABLES DES GRANDES COURSES TRANSATLANTIQUES.

« Aux Antilles, on est baigné par les arrivées de transats. Depuis petit, on regarde ça avec des étoiles plein les yeux », raconte Jean-Yves Aglaé. Cet ingénieur de 40 ans est l'un des skippers de la team Martinique Horizon, un équipage 100 % local. Son aventure prend un nouveau tournant avec l'arrivée de la Transat Jacques Vabre — rebaptisée Transat Café L'Or — en Martinique en 2021.

En 2023, il prend le départ de cette course en double avec Hervé Jean-Marie, un autre skipper de l'île aux fleurs. Ensemble, ils croisent la route de Maxime Sorel, qui deviendra le parrain de leur projet. D'autres ultramarins prennent aussi le large : le Réunionnais Morgan Lagravière, ainsi que les Guadeloupéens Kéni Piperol-Dampied, Damien Seguin et Thibaut Vauchel-Camus, eux aussi partis du Havre.

Du côté de la Guadeloupe, le papillon accueille depuis 1978 l'arrivée de la mythique Route du Rhum. Il aura pourtant fallu attendre 2022 pour qu'un Guadeloupéen franchisse la ligne d'arrivée à bord d'un Imoca — la catégorie reine — un voilier de 1,3 million d'euros acquis avec le soutien de la Région. Cet exploit, on le doit à Rodolphe Sepho, 39 ans en 2025.

Susciter des vocations

Cette fois, cap sur l'avenir ! La prochaine étape des skippers ultramarins est de hisser les voiles encore plus haut. Rodolphe Sepho rêve de devenir le premier Guadeloupéen à prendre le départ du Vendée Globe, en 2028. Mais au-delà des exploits, ces marins veulent aussi transmettre. Avec son association Rêve de large, cet éducateur sportif de métier initie des jeunes en difficulté à la course au large et aux métiers de la mer. Même courant du côté de Keni Piperol-Dampied. En 2022, il s'élance sur sa première Route du Rhum à bord de Cap Alternance, un Class40 100 % écolo, fruit de trois ans de travail avec l'association Walt. Objectif : promouvoir les filières maritimes et l'apprentissage auprès des jeunes.



Rodolphe Sepho à l'arrivée de la Transat Jacques Vabre.
© Thomas Deregnieux/QAPTUR/Reve De Large.

Une course d'obstacles

Malgré l'élan et les engagements, la réalité reste semée d'embûches. Compétiteur dans l'âme, Keni Piperol-Dampied a quitté la Guadeloupe en 2017 pour poursuivre ses ambitions et s'est installé dans le Médoc. « Il faut cheminer toute l'année pour être qualifié », explique le skipper de 29 ans, alors que la majorité des courses Class40 se disputent en France hexagonale. Un choix stratégique pour progresser, mais une distance qu'il met au service des autres. « On a été habitué à avoir une Route du Rhum tous les quatre ans. Il faut faire évoluer les mentalités et que des entreprises investissent sur des skippers sur deux à trois ans », plaide-t-il. Son objectif : faire sauter les verrous et ouvrir la voie aux talents ultramarins.

Vive la solidarité

« On est sur des sports qui coûtent de l'argent », rappelle Jean-Yves Aglaé. En Martinique comme ailleurs, convaincre des sponsors locaux reste un défi : la course au large est perçue comme atypique, voire risquée. À cela s'ajoute un manque de structures. Contrairement à Antigua, aucune transat n'est basée en Guadeloupe, en Martinique ou à La Réunion. Le skipper martiniquais pointe aussi le manque de matériel sur place et l'absence de certains savoir-faire techniques. Là encore, malgré les obstacles, l'entraide fait force. « On a suivi une formation météo qu'on a financée avec les Guadeloupéens », sourit-il. Une solidarité qui, petit à petit, trace la route.

Persévérance et projets futurs

L'amour de la mer pousse à dépasser bien des frontières. Jean-Yves Aglaé, lui, trouve autant de plaisir dans la course que dans sa préparation, aussi exigeante qu'énergivore. Skipper, chef de projet, communicant, commercial... il jongle avec les rôles pour faire vivre son aventure. Même combat pour Keni Piperol-Dampied, qui redouble d'efforts pour boucler un budget de 100 000 euros aux côtés du skipper Mikael Mergui. D'ici là, rendez-vous à la Transat Café L'Or Le Havre Normandie, le 26 octobre 2025.

**« Aux Antilles on est baigné
par les arrivées des transats. »**

“

COMBIEN COÛTE UNE TRANSAT ?

Le bateau

- Location 80 000 à 100 000 €
- Achat : 300 000 à 800 000 € pour un bateau d'occasion | 800 000 € à plus d'un million d'euros pour un bateau neuf

Budget de fonctionnement

(renouvellement de matériels, amortissement, déplacements...) : 300 000 à 400 000 €



Jean-Yves AGLAÉ. ©jean-albert COOPMANN.

UN PROJET RÉGIONAL POUR SAUVER LES CÉTACÉS

Par Angela Fontana. Photo Jeffrey Bernus

BASÉE EN MARTINIQUE, LA CARIBBEAN CETACEAN SOCIETY PILOTE LE PLUS VASTE PROGRAMME DE CONSERVATION DES CÉTACÉS DE LA CARAÏBE. UNE INITIATIVE AMBITIEUSE POUR PROTÉGER CES GÉANTS MARINS AU-DELÀ DES FRONTIÈRES.

Les cétacés sont bien plus que de majestueux symboles des océans. Véritables ingénieurs du climat, une seule baleine peut stocker autant de carbone que plusieurs milliers d'arbres. Essentiels à l'équilibre des écosystèmes marins, ils sont aussi un pilier de l'économie bleue, notamment via l'écotourisme.

Mais ces espèces sont en danger. Dans la mer des Caraïbes – zone stratégique où près d'un tiers des espèces mondiales viennent se reproduire, se nourrir ou se reposer – les menaces s'intensifient : pollution, trafic maritime, dérèglement climatique, chasse sans réglementations... Le tout dans un contexte régional morcelé.

Face à cette complexité, le biologiste marin martiniquais **Jeffrey Bernus** co-fonde en 2020 la **Caribbean Cetacean Society (CCS)**. Objectif : dépasser les frontières administratives pour construire une réponse collective. « Les baleines ne connaissent pas nos frontières. Nous devons agir ensemble pour préserver ce trésor commun », martèle-t-il.

Une approche à trois volets

En 2025, la CCS continue ces efforts avec "Dolphin Pani Frontiers", projet phare mené en partenariat avec le programme COREOM (Coopérations régionales ultramarines) porté par La Guilde, avec le soutien de l'Agence française de développement et la Fondation de France, autour de trois volets : recherche scientifique, formation locale, coopération régionale.

Les missions scientifiques sont désormais harmonisées à l'échelle régionale, rendant les données comparables entre les îles, pour un meilleur suivi des cétacés et des menaces qui pèsent sur eux. En parallèle, des formations renforcent les compétences locales, notamment autour des aires marines protégées et de la gouvernance partagée. Les résultats sont là : création de nouvelles AMP, interdictions de chasse à l'orque dans certaines îles, appui aux États pour atteindre l'objectif **30x30** (protéger 30 % des espaces marins d'ici 2030).

Le programme de la CCS est même endossé par l'**UNESCO**, dans le cadre de la Décennie des sciences océaniques. Une reconnaissance qui souligne le rôle stratégique des territoires ultramarins dans la lutte pour la biodiversité.

« Protéger les cétacés, c'est nous protéger nous-mêmes. »

“



Pour en savoir plus

Jeffrey Bernus
+596 696 79 77 99
jeffrey.bernus@ccs-ngo.com
www.ccs-ngo.com





SOUVERAINETÉ



FLORIAN MANET, LE GENDARME QUI PARLE LA LANGUE DES « *GENS DE MER* »

Par Fabiola Dor. Photo Aubane Nesty

GENDARME MARITIME, ENSEIGNANT, CHERCHEUR, FLORIAN MANET MET SON SAVOIR AU SERVICE D'UN COMBAT : FAIRE ÉMERGER UNE AUTRE IMAGE DU MONDE MARITIME, LOIN DES CLICHÉS ET DES EAUX TROUBLES DU CRIME ORGANISÉ.

Un ancrage maritime personnel

Un jus d'orange pressée en main, il a les yeux qui brillent quand il évoque son grand amour pour l'océan, et les nombreuses années passées à le décortiquer, par la police judiciaire, la géopolitique, tout en y ramenant de doux souvenirs. « La mer, c'est un monde. Un état d'esprit. Une culture », précise Florian Manet, colonel de gendarmerie et chercheur. Avec ses travaux, il lutte contre ce qu'il appelle le "crime en bleu". Comprendre toutes les menaces criminelles qui se déploient sur les océans : pêches illégales, trafics illicites, pillages, cyberattaques, piraterie. Avec la même énergie qu'il met à comprendre les courants, il traque les flux illicites qui traversent les mers du globe.

De belles rencontres

Sportif, il nage quatre fois par semaine. À la piscine, à défaut d'avoir la mer en région parisienne ! « Être en rapport avec l'eau m'apporte beaucoup de sérénité », poursuit le colonel qui passe beaucoup de temps en Bretagne. Son beau-frère est dans la marine marchande. Il sait ce que veut dire vivre en mer. « J'aime comprendre ce que vivent les professionnels de la mer, j'y rencontre des gens passionnants. » Car dans son métier, comprendre, c'est déjà protéger.

Coup de cœur pour les Antilles

Le colonel pourrait aussi parler des heures de son grand amour pour les Antilles et son cadre vie incroyable ! Un territoire où l'on vit avec la mer, en mer. Un terrain d'observation et d'action. Elles sont la première ligne de contact avec les grands réseaux criminels du narcotrafic. « La Martinique, la Guadeloupe, ce sont des boucliers stratégiques », explique-t-il. Dans le regard d'un gendarme de la mer, ce sont aussi des hubs de transbordement, à quelques heures des côtes sud-américaines. Des zones logistiques où se jouent des batailles silencieuses entre États et organisations criminelles.

De la police judiciaire à la thalassopolitique

Côté professionnel, la carrière de Florian Manet prend une autre dimension en 2015, quand il prend la tête de la section de recherches de la gendarmerie maritime, un service national de police judiciaire spécialisé. Sa mission ? Mener des enquêtes sur tous les délits qui concernent les espaces maritimes et portuaires : pêche illégale, pollution, narcotrafic, cybermenaces, mais aussi trafic d'êtres humains, vols de marchandises ou terrorisme maritime. « On parle peu de la marétique », dit-il. Ici, il fait référence aux attaques cyber qui visent les systèmes de navigation des navires ou les logiciels logistiques des ports. « C'est important de comprendre comment ça marche si on veut les démanteler. »

Thalassopolitique

C'est d'ailleurs dans cette complexité qu'il forge la thalassopolitique du narcotrafic, un terme qui évoque le rôle central de la mer dans le crime organisé mondial. Dans son premier essai, *Le Crime en bleu*, publié en 2018, puis dans *Thalassopolitique du narcotrafic international*, paru en 2024, il développe une approche stratégique rare : penser la mer comme un espace de pouvoir, de flux et de vulnérabilité, miroir de la mondialisation.

« Protéger notre mode de vie »

Qu'en est-il de la France ? « Nous sommes un pays de mer, mais nous ne l'assumons pas », observe le chercheur. Deuxième zone économique exclusive du monde, mais peu de citoyens savent combien notre quotidien dépend de la mer. Des bananes aux composants électroniques, 90 % du commerce mondial passe par voie maritime... Et pourtant, sur les 22 000 conteneurs qui transitent chaque jour par les ports français, seuls 2 % sont inspectés. « La criminalité s'est adaptée à cette massification. Elle contamine les flux », analyse le gendarme. Pour y faire face, il faut de la stratégie, de la coopération internationale, mais aussi de la conscience citoyenne. C'est pour ça qu'il écrit. Qu'il coordonne des projets européens comme EMPACT (European Multiapproach Platform Against Criminal Threats) pour la pêche illégale. Pour Florian Manet, la lutte contre la criminalité maritime est un combat collectif, et pas seulement militaire ou policier.

Penser, écrire, raconter

Une vraie volonté de transmettre : il enseigne aussi à Sciences Po Rennes, à la chaire Mer & Mondes Maritimes, et intervient dans des think tanks ainsi que des colloques spécialisés. Il partage. Il vulgarise. Il alerte. Il veut aussi redonner une meilleure image du monde maritime, trop souvent noyé sous les clichés. Et la vague prend. En avril 2025, il reçoit le prix Giovanni Falcone pour son engagement contre le crime organisé. Le 18 juin, il sera reçu à l'Académie de Marine pour ses travaux sur la thalassopolitique et la thalassocriminalité. Une belle reconnaissance de son travail. Et de conclure : « Mon arme, c'est mon cerveau. Et ma façon de raconter la mer. »

J'aime comprendre ce que vivent les professionnels de la mer, j'y rencontre des gens passionnants. “

Pour en savoir plus



PUBLI-REPORTAGE

ALLIER PERFORMANCE PORTUAIRE ET DURABILITÉ

Par Axelle Dorville

LE 18 SEPTEMBRE 2024, LE GRAND PORT MARITIME DE GUYANE (GPM-GUYANE) ADOPTAIT SON PROJET STRATÉGIQUE 2024-2028. SON AMBITION : FAIRE DU PORT UN VÉRITABLE OUTIL DE DÉVELOPPEMENT ET D'INNOVATION TERRITORIALE, AU SERVICE DU BIEN COMMUN.

70 millions d'euros investis sur 5 ans

Senk lannen pou nou paré, cinq ans pour se préparer, tel est le sous-titre de ce Projet Stratégique 2024-2028. Cinq ans pour préparer le GPM-Guyane et participer à la Guyane de demain, afin de s'adapter aux changements globaux, et plus particulièrement sociaux et environnementaux. Concrètement, cette feuille de route ambitieuse pourrait être résumée en quatre mots-clés : modernisation, intégration régionale, développement durable et innovation. Parmi les actions envisagées, on peut ainsi citer des dessertes « bas carbone » assurées par des navires à voiles rigides, la sécurisation des installations portuaires dans une logique de prise en compte des risques naturels et technologiques, ou encore la mise en place d'études d'impact sur la biodiversité environnante (voir encadré).

Une démarche structurante et engagée

Doté d'une conscience aiguë des enjeux liés à ses activités, le GPM-Guyane s'attache à développer des actions de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) orientées sur la transition énergétique, la gestion des déchets, et plus particulièrement sur l'emploi, un axe essentiel sur un territoire en forte croissance démographique. Le Port souhaite démontrer que l'économie bleue peut aller bien au-delà du seul Complexe Industriel-Portuaire (CIP) et ses exploitations. Dans cette optique, il prévoit d'organiser régulièrement une journée découverte des métiers maritimes et portuaires. Une dizaine de filières d'avenir pourraient ainsi voir le jour, depuis la plateforme portuaire, contribuant à la diversification économique. Ces initiatives revêtent une importance majeure pour le CIP qui représente près de 2 000 emplois directs et induits [source Insee/GPM-Guyane 2021].



Des abeilles sentinelles de la qualité de l'air !

Sur le site de Dégrad-des-Cannes, des abeilles se baladent avant de retourner dans les trois ruchers qui leur ont été installés. Cette scène bucolique a en réalité un intérêt scientifique : analyser les particules fines relevées sur les poils de ces abeilles afin d'évaluer la pollution de l'air du site. Baptisé « API PORT », ce dispositif de surveillance du GPM-Guyane est mené en partenariat avec NBC, bureau d'étude et de recherche appliquée, spécialisée Eau et Environnement et Ludovic Demba, apiculteur de Macouria ; qui assurera notamment la récolte de miels « made in GPM-Guyane ». Une démarche innovante, qui s'inscrit dans l'axe 5 de la Stratégie de Développement Durable du Projet Stratégique 2024-2028 du GPM-Guyane.



© Droits réservés.

GUYANE

P O R T

L'Europe au carrefour des Amériques



CRÉER UN MODÈLE PORTUAIRE DURABLE!

+8,9%

PLUS D'1 MILLION
DE TONNES
DE MARCHANDISES
TRAITÉES EN 2024

MODERNISATION PORTUAIRE

Extension des terminaux, acquisition et aménagement de foncier.
Manutention : installation de 2 grues de quai électriques flèches-fléchettes sur rails.
Sécurité énergétique, mise à niveau sûreté, digitalisation de l'offre de services portuaires.

PROJET STRATÉGIQUE 2024-2028

*Pour la Guyane, une plateforme portuaire performante, durable et résiliente.
Senk lannen pou nou paré.*
Approuvé le 18/09/2024 - 70M€ d'investissements programmés.

POSTE DE CONTRÔLE FRONTALIER

Point d'Entrée Européen pleinement opérationnel depuis le 2/12/2024.
Contrôle sanitaire et phytosanitaire des végétaux et produits végétaux de toutes origines ; des produits d'origine animale (pour l'alimentation humaine et non humaine) des pays tiers (Suriname, Brésil...).

COOPÉRATION INTERPORTUAIRE

Conférence des ports du Plateau des Guyanes (Guyana, Guyane, Suriname, Brésil (Amapá et Pará)).
Interamericas Gate Boost : observatoire de la data interportuaire.
Port Sec (plateforme logistique) à Saint-Georges de l'Oyapock. [projet]
Cabotage fluviomaritime du Plateau des Guyanes à la Caraïbe. [projet]



Pont sur l'Oyapock

©R.Lietar

GRAND PORT MARITIME DE LA GUYANE

Zone de Dégrad des Cannes • 97354 Rémire-Montjoly • 0594 29 96 60

[grand-port-maritime-de-la-guyane](#) • www.portdeguyane.fr • gpm@portdeguyane.fr



PUBLI-REPORTAGE

LA SÉCURITÉ EN MER, UN ENJEU CRUCIAL

Par Axelle Dorville

QUE CE SOIT EN EXCURSION, POUR DES ACTIVITÉS DE PÊCHE OU DE TRANSPORT DE PERSONNES, UNE SORTIE EN MER COMPORTE DES RISQUES. ET EN SITUATION DE DÉTRESSE, LES BONS ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ, RÉGULIÈREMENT CONTRÔLÉS, PEUVENT FAIRE LA DIFFÉRENCE. EXPLICATIONS AVEC MÉHANA BENAMER, DIRIGEANT DE LA SOCIÉTÉ GUYANE SERVICE SURVIE, STATION DE RÉVISION DU MATÉRIEL DE SURVIE À BORD DES BATEAUX.

Développer une culture du risque

Avec une mer de force 5 et plus, et de nombreuses embarcations malheureusement sous-équipées, la période de mars à juin en Guyane peut s'avérer meurtrière en mer. « Le manque de matériel pour lire la mer avant de partir, l'absence ou la défaillance des équipements de sécurité obligatoires, le défaut d'entretien de son embarcation sont autant de facteurs qui multiplient le risque de danger », souligne Méhana Benamer, gérant de la société Guyane Service Survie, habilitée à contrôler le matériel de survie à bord des bateaux. Son activité principale : la révision des radeaux de survie, gilets de sauvetage, extincteurs, radios et autres équipements imposés par la réglementation maritime. Une mission d'autant plus importante sur le territoire guyanais où la culture de la sécurité, souvent assimilée à de la contrainte, reste fragile.

Un acteur essentiel

Pêcheurs, chalutiers industriels, opérateurs touristiques, forces armées : Guyane Service Survie équipe tous types de bateaux en Guyane et surtout, contrôle les équipements de sécurité. « Selon sa taille et sa catégorie de navigation, un bateau doit obligatoirement être équipé de gilets de sauvetage, d'un radeau de survie, de moyens de communication radio et d'un système incendie fixe ou portatif (type extincteur), afin de ne pas mettre la vie des marins en danger », insiste Méhana Benamer, dont la société est habilitée par le bureau de contrôle Bureau Veritas à réaliser les tests et contrôles nécessaires des différentes installations et équipements.

« Un contrôle annuel est essentiel afin de s'assurer que son matériel de sécurité soit fonctionnel en cas de danger », précise le dirigeant. À titre d'exemple, un gilet de sauvetage confié à Guyane Service Survie sera soumis à des tests



de plusieurs heures pour vérifier son étanchéité et son système de déclenchement automatique. Idem pour un radeau de survie ou un extincteur, d'autant plus sous un climat tropical qui peut notamment causer de l'oxydation. Guyane Service Survie commercialise également le matériel de signalisation pyrotechnique, programme et assure la maintenance et le contrôle annuel des balises de détresse permettant d'être automatiquement géolocalisé en cas d'accident.

Méhana Benamer rappelle : « La redondance, c'est-à-dire le fait de toujours avoir un matériel de sécurité et électronique en double à bord, est essentiel dans la navigation maritime. »



Semi-rigide Guyane Survie. © Droits réservés.

La conformité pour tous

Tous les bateaux de pêche de plus de 12 mètres sont tenus d'être équipés d'une balise de géolocalisation, permettant au Centre National de Surveillance des Pêches (CNSP) de suivre les déplacements des navires. Cette balise est également indispensable pour répondre à l'obligation de déclaration de pêche : indiquer le moment de la pêche, signaler le volume et la typologie des poissons pêchés, indiquer son retour au port pour contrôle éventuel par les autorités, comme cela se fait fréquemment en Guyane. À une autre échelle, les particuliers ou professionnels proposant du transport de personnes en pirogue doivent eux aussi se mettre en conformité en ce qui concerne le matériel de survie à bord. Question de sécurité, toujours. « Nous ne jouons pas avec la vie des gens », conclut le dirigeant, dont l'activité est contrôlée à la fois par **Bureau Veritas**, par les marques et par les **Affaires maritimes**.



Guyane service survie.

1 impasse des apprentis Village du grand port
97354 remire Montjoly
guyanesurvie@guyanesurvie.fr
+594 694 40 83 32

ISOLÉE, INHABITÉE... MAIS STRATÉGIQUE

Par Laurie-Anne Antoine

PERDUE DANS LE PACIFIQUE, À PLUS DE 12 000 KILOMÈTRES DE PARIS, L'ÎLE DE CLIPPERTON NE FIGURE DANS AUCUN GUIDE TOURISTIQUE. ET POUR CAUSE : CE MINUSCULE ATOLL INHABITÉ DE 6 KM², SANS EAU DOUCE NI INFRASTRUCTURES, SEMBLE N'ÊTRE QU'UN POINT VIDE SUR LA CARTE. POURTANT, DERRIÈRE CE DÉSERT CORALLIEN SE CACHE UN ENJEU STRATÉGIQUE QUI ATTISE LES CONVOITISES.

Un confetti dans l'immensité du Pacifique

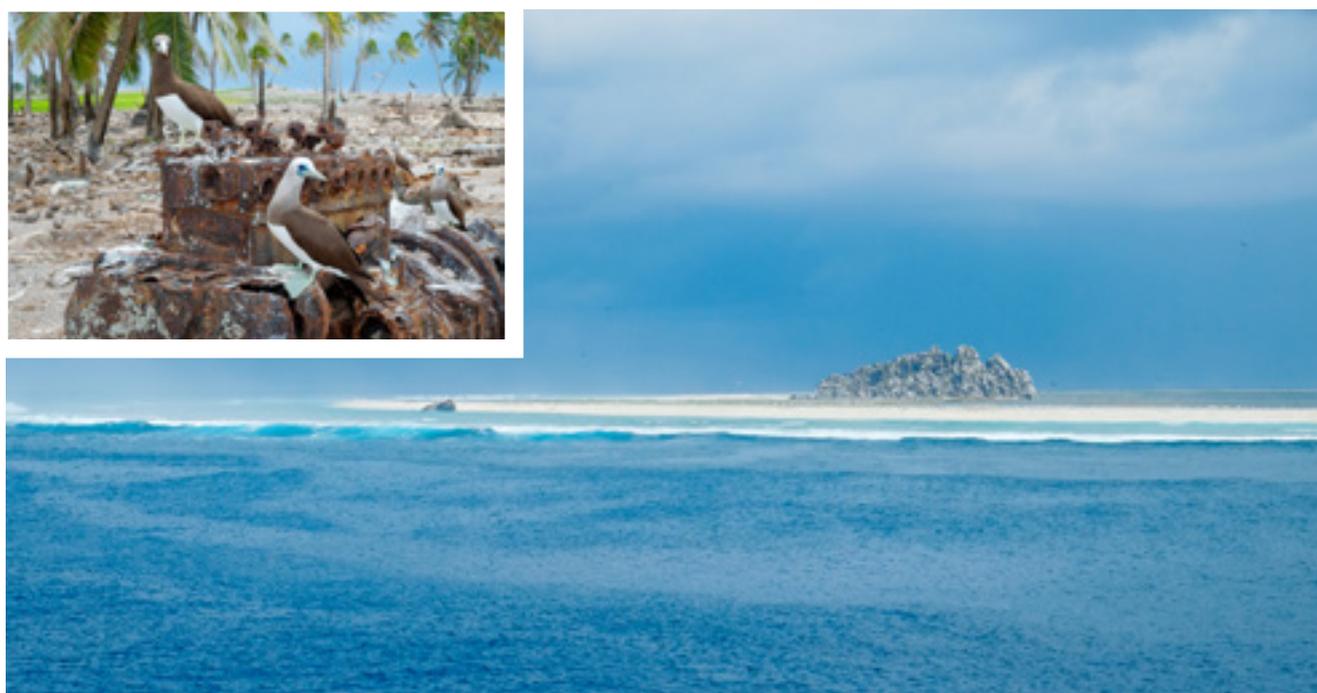
Si la plupart des Français n'en ont jamais entendu parler, l'île de Passion-Clipperton offre à la France un atout invisible à l'œil nu : 425 000 km² de zone économique exclusive (ZEE), soit plus que la surface de celle de l'Hexagone. Dans cette ZEE, la France est seule à pouvoir exploiter les ressources – notamment halieutiques. Or plusieurs flottes étrangères profitent de l'absence de surveillance pour y pêcher illégalement. Son isolement en fait par ailleurs une escale sur certaines routes du trafic de drogue entre l'Amérique latine, les États-Unis et l'Asie. C'est pourquoi les autorités françaises y effectuent régulièrement des missions de reconnaissance, à la fois pour affirmer leur présence et pour éviter des installations illégales.

Un écosystème fragile à la dérive

Clipperton est par ailleurs aussi isolée que vulnérable. Si les premières expéditions scientifiques y ont remarqué une densité remarquable de requins et de poissons côté océanique, d'herbiers de phanérogame dans le lagon et de crabes rouges sur l'atoll, plusieurs menaces pèsent aujourd'hui sur la biodiversité de l'île.

L'atoll est régulièrement envahi par des déchets plastiques venus de tout le Pacifique, avec plus de 40 tonnes évaluées en 2015. Les espèces exotiques envahissantes (EEE), introduites par l'homme – rats, geckos, cochons par le passé – ont par ailleurs bouleversé l'équilibre écologique de cet écosystème unique, refuge de nombreuses colonies d'oiseaux marins. La colonie de Fous masqués de l'île serait ainsi la plus importante au monde mais la prédation des rats sur leurs œufs et la diminution des ressources halieutiques pourraient impacter leur présence sur l'île.

Si Clipperton est invisible sur les cartes, le territoire compte donc dans la géopolitique mondiale et dans le maintien de la biodiversité marine. En 2016, une aire marine protégée a été créée pour préserver les fonds marins de Clipperton. Cette AMP ne dispose cependant pas de réels moyens de surveillance. Dans un contexte de tensions croissantes sur les ressources marines et de rivalités stratégiques, ce petit atoll incarne une réalité discrète mais essentielle : la puissance, aujourd'hui, se joue aussi en mer.



© 2013 Clifton M Beard.

La DGOM s'engage pour les territoires

MARTINIQUE

Pour Xavier Nicolas, directeur de la mer de Martinique, la DGOM est un partenaire indispensable pour les politiques publiques maritimes, notamment dans le cadre du conseil maritime de bassin des Antilles. Son appui a permis la réalisation d'un audit du comité régional des pêches, base d'une feuille de route pour la filière.

Dans le cadre de l'Année de la mer 2025, la DGOM a aussi soutenu un programme ambitieux pour mettre en lumière les atouts maritimes du territoire : salon nautique, village de la Transat Café L'Or et déclinaison de la feuille de route économie bleue.

La visite du directeur général des Outre-mer à l'école maritime de Trinité a renforcé la valorisation des métiers de la mer. Un projet de transformation en Institut caribéen de la mer est inscrit dans le contrat de convergence.

La direction de la mer représente la DGOM au conseil de surveillance du Grand Port maritime de Martinique, contribuant à une vision stratégique d'un hub moderne et durable. Enfin, la collaboration avec le cluster maritime renforce une économie bleue tournée vers l'avenir.

LA-PASSION-CLIPPERTON

Depuis 2023, la DGOM est impliquée plus étroitement sur le suivi des enjeux de l'île. Les modalités d'administration ont évolué et un conseil consultatif a notamment été mis sur pied.

Loïc Biwand, adjoint au chef du bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes, a ainsi contribué ces derniers mois au lancement des travaux de l'instance, présidée par le directeur général des Outre-mer, et qui sera réunie pour la première fois en 2025.

Elle est composée de représentants des services de l'État et d'experts, et elle peut être saisie notamment pour avis des projets de textes réglementaires relatifs à l'exercice des activités scientifiques sur l'île, la protection de l'environnement terrestre et marin, l'exercice de la pêche maritime dans les eaux sous souveraineté et juridiction.



**MINISTÈRE
DES OUTRE-MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Retrouvez-nous :



www.outre-mer.gouv.fr



**MINISTÈRE
DES OUTRE-MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*